

Bilan & Perspectives

Numéro 24 – 2ème semestre 2024

***La spirale des
nationalismes, la guerre
et la réponse des
révolutionnaires***

***Hommage à notre
camarade Olivier***

***Les « années sauvages » :
les décennies 60-70 et
l'autonomie des luttes***



Revue du Groupe
Révolutionnaire
Internationaliste, membre
de la Tendance Communiste
Internationaliste 4€



Bilan & Perspectives

n°24 – 2ème semestre 2024

**Revue théorique et politique
du Groupe révolutionnaire internationaliste
membre de la Tendance
Communiste Internationaliste**

4€ le numéro, abonnement 6€, ISSN 1623-6890

Sommaire

Éditorial : impasse du capitalisme et responsabilité des révolutionnaires.....	2
En mémoire de notre camarade Olivier.....	4
Ni les élections, ni les journées d'action syndicales ne peuvent entraver la marche à la guerre et la dégradation continue de nos conditions de vie et de travail !.....	7
Notre dossier : la spirale des nationalismes et la réponse des révolutionnaires....	8
Succès électoraux régionaux de l'AfD en Allemagne orientale : expression et point de départ d'une formation autoritaire.....	8
Émeutes au Royaume-Uni : la droite raciste au service du capitalisme.....	12
Émeutes en Nouvelle-Calédonie : Aujourd'hui plus aucun État ne peut acquérir son autonomie sans se retrouver dans un autre camp impérialiste. Seule la lutte du prolétariat peut permettre de se libérer de l'oppression capitaliste.....	14
Le sionisme, exemple éloquent de l'impasse nationaliste.....	18
Manifestations au Venezuela : peu importe qui sort vainqueur du cirque électoral, aujourd'hui comme hier c'est la bourgeoisie qui triomphe.....	21
Les « années sauvages » : les décennies 60-70 et l'autonomisation de la lutte de classe.....	23
Nous contacter.....	31
Catalogue de nos publications en français.....	32

Éditorial : impasse du capitalisme et responsabilité des révolutionnaires

La nomination en septembre d'un nouveau gouvernement, resserré autour de la droite et dépendant du soutien du Rassemblement National, a temporairement mis fin à une longue séquence de flottement gouvernemental. La chute de la coalition macroniste aux élections européennes, puis la décision surprise de dissolution de l'Assemblée nationale, surprenant jusque dans les rangs de la majorité, n'a cependant accouché d'aucune solution de fond, présageant même d'une nouvelle dissolution une fois passé le délai incompressible d'un an. C'est un gouvernement minoritaire qui se constitue, sans qu'aucune formule parlementaire alternative crédible n'apparaisse.

Ainsi s'achève dans la confusion et la débâcle l'itinéraire « disruptif » du macronisme, dont le point de départ avait été marqué par la chute des deux partis pivots du spectre politique.

Le recul historique sur la vie politique bourgeoise donne une signification particulière à ces dernières péripéties. Depuis la fin des années 50, les institutions étaient confiées à de fortes majorités de droite, puis aux partis de gouvernement regroupés autour de deux blocs assez cohérents et alternants au pouvoir. Ce cycle semble avoir pris fin, sans qu'aucune perspective de long terme ne se distingue à l'horizon : la bourgeoisie avance à vue, sans nouveau remède capable de soulager sa sénilité politique.

Les nouveaux gestionnaires font mine de découvrir la situation catastrophique de l'endettement de l'État, mais celle-ci n'a rien pour étonner. En 2000, la dette des administrations publiques s'établissait à 854,8 milliards € ; au 2^{ème} trimestre de 2024, son niveau a plus que triplé pour dépasser les 3 228 milliards €. Par ailleurs, le taux de croissance atteindrait seulement 1,1 % en 2024. Il existe évidemment une relation entre dépenses publiques et activité économique : les premières sont employées massivement pour soutenir l'économie et enrayer la stagnation.

Depuis 2008, les crises ont rebondi et l'endettement privé des entreprises n'a pu être absorbé que par l'endettement global des États. La politique du « quoi qu'il en coûte » quel qu'en soit le motif est une nécessité pour les gouvernants,

confrontés à la diversité et la gravité des crises générées par le mode de production capitaliste.

La position de l'impérialisme français s'est vue singulièrement dégradée par ces derniers événements. La dissolution avait fait bondir l'écart entre le taux auquel emprunte la France et celui auquel emprunte l'Allemagne. Depuis et en raison du dérapage de l'endettement, la France se finance plus cher que la Grèce ou l'Espagne. Avec une dette équivalente à 112 % de son PIB, seules la Grèce et l'Italie affichent une dette plus élevée dans l'Union européenne.

Éjecté de la nouvelle commission européenne, Thierry Breton signale également : « La France est désormais reléguée au même niveau que l'Italie, l'Espagne, la Pologne, la Finlande ou la Roumanie. Son poids est très dilué par rapport à la Commission précédente. Mon portefeuille de commissaire a été réparti entre cinq commissaires ! Dans certains journaux à Bruxelles, on présente Ursula von der Leyen comme "l'impératrice de l'Europe" »¹.

Dans l'immédiat, la réponse du gouvernement Barnier consistera à redoubler les mesures d'austérité. Il prétend répartir les efforts par une imposition exceptionnelle sur les plus hauts revenus et les grandes entreprises, mais l'austérité retombera inévitablement sur les travailleurs exploités, qu'ils soient en activité ou non : baisse des dépenses de santé et du niveau réel des retraites, hausse des prix de l'électricité, renforcement des contrôles sur les arrêts maladie, etc.

Parallèlement, le projet de loi présenté par M. Barnier confirme la hausse du budget de la Défense. Celui-ci progresserait de 3,3 milliards pour atteindre 50,5 milliards €, atteignant l'équivalent de 2 % du PIB national. Ce niveau correspond en fait aux objectifs fixés par l'OTAN aux pays membres de l'Alliance atlantique, dont les détails ont « fuité » dans la presse allemande avant le sommet du 12 octobre à Ramstein. Mark Rutte, nouveau secrétaire général de l'OTAN, a fait du réarmement des pays membres du bloc occidental la première priorité, déclarant lors de son investiture : « Nous avons besoin de forces plus nombreuses et mieux équipées, d'une industrie de défense transatlantique plus robuste,

1 *Le Monde*. 1^{er} octobre 2024.

d'une capacité de production accrue dans le domaine de la défense ». L'aggravation des tensions depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine constitue d'évidence la toile de fond de la course aux armements des deux côtés du front, marquant une étape nouvelle dans la dynamique historique des impérialismes.

Sur le plan intérieur tout comme sur la scène européenne, ces mesures s'accompagnent d'une virulente démagogie anti-immigrés, qui a déferlé sur toute la période électorale. Une même vague nationaliste emporte toute l'Europe. Cette démagogie présente l'immense intérêt de diviser la classe exploitée, de l'opposer suivant des critères nationaux, religieux ou identitaires supposés, mais il faut bien comprendre que sa portée ne se limite nullement à la sphère idéologique.

En Allemagne, la coalition dirigée par la social-démocratie a réalisé un rapide tournant par rapport à sa politique extérieure en rétablissant, de façon unilatérale, les contrôles aux frontières avec ses neuf pays voisins. L'Italie dirigée par le parti « post-fasciste » Fratelli d'Italia a mis en place un système offensif de rétention des réfugiés en dehors de ses frontières, par l'intermédiaire de la Tunisie, de l'Égypte ou de la Libye. Par un accord avec l'Albanie, elle a également mis en place des centres de rétention de droit italien dans ce pays pour classer les demandes d'asile. Giorgia Meloni a « bénéficié du soutien constant de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sur ce dossier. La dirigeante d'extrême-droite a aussi reçu les louanges du premier ministre britannique travailliste, Keir Starmer, qui, en visite à Rome le 16 septembre, a salué les "remarquables progrès" de l'Italie dans sa lutte contre les entrées illégales »². Ces convergences sont bien le signe que cette évolution barbare ne connaît pas de frontières politiques, embarquant tous les partis au pouvoir. Il n'existe pas, en particulier, de moindre mal qu'il faudrait préférer, tel que le Nouveau Front populaire, car il serait lui-même pris dans la même logique s'il occupait le pouvoir.

Les articles de cette revue se proposent d'éclairer la situation de quelques-uns de ces pays ou régions. Au-delà de la nécessaire dénonciation de l'impasse du nationalisme, ils entendent montrer que les tensions, points chauds et guerres ouvertes sur la surface de la planète, doivent bien être vus non comme des cas isolés et à part, produit de leurs seuls contextes locaux ou de l'irrationalité apparente de leurs protagonistes,

mais plutôt comme des expressions révélatrices des contradictions propres au capitalisme.

La guerre qui persiste et s'enkyste en Ukraine, les milliers de morts de Palestine et d'Israël, les destructions massives de logements et la pollution qui en résulte dans tout l'environnement, présagent d'un repartage violent des marchés et des sources de matières premières, accomplissant une destruction de moyens de production et de vies humaines. La crise économique et la tendance à la guerre existent en tout point du marché capitaliste, c'est à ce défi que doit se préparer le prolétariat, en opposition à toutes les pressions pour l'amener à prendre parti pour tel ou tel des camps en présence.

Nous reprenons volontiers cette adresse du BIPR, ancêtre de la TCI, paru en 1987 au sujet de la crise au Liban et en Palestine :

A nous, prolétaires, révolutionnaires, de nous faire l'écho de la plainte des martyrs que le capital assassine partout sur la planète ; à nous de relever le défi monstrueux des guerres interminables, non par des pleurnicheries pacifistes, mais par la reprise et la poursuite inlassable du combat de classe de tous les exploités contre les bourgeoisies.³

Seule la classe exploitée possède la force matérielle pour répondre au défi que lui lancent les diverses fractions bourgeoises impliquées dans le désordre impérialiste. Il est cependant indispensable que, en son sein, les prolétaires les plus conscients s'organisent pour y porter les éléments essentiels de sa conscience de classe, sa conscience communiste.

Cette continuité fondée sur la réflexion et la critique est, en particulier, portée par l'organisation des communistes, dont les membres individuels sont confrontés, particulièrement lorsque le combat de classe reflue, à des tâches multiples et exigeantes. Cette revue s'ouvre donc par un hommage à notre camarade Olivier, récemment disparu, qui a pris une part considérable à l'existence et à la défense du communisme et de l'internationalisme. Hommage politique autant qu'à ses qualités humaines.

La revue se conclut par un de ses derniers textes, que nous publions en parties dans les prochains numéros de *B&P*, et qui a pour ambition de décrire la dynamique de luttes au cours des

² *Le Monde*. 29-30 septembre 2024.

³ « L'impérialisme au Moyen-Orient et la question palestinienne », *Revue communiste*, n°6, p. 25.

décennies 60 et 70, afin d'en dégager des perspectives sur le développement de la lutte de classe et la tendance à l'autonomisation de celle-ci par rapport aux appareils d'encadrement bourgeois.

S'il a particulièrement contribué à transmettre les combats historiques de la classe ouvrière et de ses organisations, Olivier estimait aussi, à raison, qu'il ne fallait pas chercher dans cette histoire des recettes toutes faites, qu'il suffirait de simplement répéter ou de réaffirmer sans considération pour les conditions dans lesquelles se déroulent les luttes entre les classes. Il s'élevait donc contre le « psittacisme » politique qui consiste à croire que la simple répétition serait une condition suffisante de la politique communiste.

La complexité de ces tâches est donc premièrement une exigence posée aux

organisations communistes qui prétendent contribuer à leur résolution. Mais cette exigence est aussi posée à tous les individus en recherche d'une perspective révolutionnaire, qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

A ces nouveaux camarades qui se lancent dans la bataille, à ces sympathisantes et sympathisants des positions de classe, nous lançons donc une fois encore un appel à contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique révolutionnaire.

**Faites-nous connaître vos critiques,
commentaires et interventions !
Enrichissez le contenu et la diffusion de notre
presse et de nos tracts !
Prenez contact, dépassons l'esprit de cercle et
les discussions informelles pour défendre une
orientation claire dans
les luttes de notre classe !**

En mémoire de notre camarade Olivier



C'est avec une grande tristesse que nous annonçons le décès de notre camarade Olivier, survenu le 3 juillet dernier.

Seule la maladie a pu venir à bout de sa générosité, de la passion et de la ténacité dont il a fait preuve comme militant révolutionnaire. Pendant plus de cinquante ans, il s'est battu pour changer radicalement ce monde, le monde inhumain de la bourgeoisie, un monde qui a depuis longtemps fait son temps.

Olivier s'est engagé dans ce combat sans ménager ses efforts. A vingt ans, il s'était rapproché des positions de la Gauche communiste internationale, née dans les années 1920, et participé à la fondation du Courant communiste international (CCI)⁴. Grâce à son talent et son

⁴ Pour un historique plus détaillé et d'autres aspects de la vie d'Olivier, nous renvoyons les lecteurs à l'article signé par le camarade Juan pour le GIGC, qui a en commun avec lui une partie de son parcours politique ainsi que des rapports d'amitié : <https://www.igcl.org/Disparition-du-camarade-Olivier>

dévouement, il a joué un rôle actif et dirigeant jusqu'à ce que, au début des années 2000, lui et d'autres camarades soient mis à la porte ou forcés de partir, en subissant des accusations infamantes autant qu'infondées. En réalité, comme toujours dans ces cas-là, les calomnies contre Olivier et d'autres camarades visaient à discréditer ces critiques politiquement gênants, qui ne partageaient pas et s'opposaient à la nouvelle orientation prise par l'organisation qu'ils avaient contribué à créer.

D'autres camarades auraient été si profondément démoralisés et déçus de ces attaques qu'ils en auraient abandonné le militantisme révolutionnaire. Mais Olivier, parmi quelques rares autres, a conservé son énergie. Après avoir participé pendant une courte période à l'activité de la Fraction Interne du CCI (FICCI), il s'est engagé avec la Tendence Communiste Internationaliste.

Pendant des années, pratiquement seul, il a mené avec patience et détermination un travail politique visant à semer les graines de notre organisation dans un pays aussi important, il va sans dire, que la France. Il a dirigé les éditions françaises de deux livres d'Onorato Damen sur Amadeo Bordiga et ses *Écrits choisis*. Parallèlement, il a repris la publication régulière de la revue *Bilan et Perspectives*, en rédigeant des articles originaux et en traduisant des documents des sections territoriales de la TCI.

Tout en menant une activité militante déterminée et directe, nouant et intensifiant des contacts avec des camarades intéressés par nos positions, il a développé un travail d'historien, mais toujours dans une perspective de militantisme révolutionnaire, jamais académique. Ce travail s'est concrétisé par la publication de textes sur la Fraction italienne à l'étranger dans les années 1930, sur le KAPD, sur la gauche de Turquie, par la publication en français de la revue *Kommunist*, l'organe des « communistes de gauche » du parti bolchevique en 1918, sur l'opposition de la Gauche communiste russe dans les années 1920. Il s'agit là d'ouvrages importants qui apportent une contribution notable à la connaissance de pages d'histoire généralement méconnues ou, pire, délibérément déformées par le stalinisme et ses héritiers politiques.

Son intense activité a finalement porté ses fruits avec la naissance, en septembre 2023, du Groupe Révolutionnaire Internationaliste (GRI), affilié à la TCI, dont la présentation « officielle » a été faite à

Paris en septembre de cette année-là, lors d'un meeting contre la guerre impérialiste. Lors de cette réunion, il a étonné tous ceux d'entre nous qui savaient combien des mois de traitement l'avait déjà éprouvé, en parlant pendant plus de 45 minutes de la menace de guerre et de notre réponse révolutionnaire, ainsi qu'en faisant face, une nouvelle fois et dans la sérénité, aux attaques insultantes d'une partie de l'auditoire de la réunion. Ce meeting fut une ultime démonstration de son courage et de son intégrité. Sans rien enlever aux autres camarades, on peut dire qu'Olivier a contribué de manière décisive à la présence de la TCI en France et que cet effort lui survivrait, afin qu'en France se maintienne un point de référence révolutionnaire grâce auquel de nouveaux camarades pourront aller de l'avant.

Olivier savait transmettre à ses camarades sa passion pour le communisme, qui alliait une profonde connaissance de l'histoire des fractions de gauche à une grande attention à l'évolution du monde. Son intérêt l'inclinait vers la prise en compte des rapports internationaux, qu'il restituait et exposait d'une façon synthétique et claire. L'aggravation des tensions impérialistes représentait pour lui une source de grave danger et confirmait sa conviction qu'il fallait opposer à la menace de guerre une perspective révolutionnaire. Elle a motivé ses dernières interventions politiques et la recherche de formes d'intervention grâce auxquelles cette perspective résolument internationaliste pourrait se frayer un chemin.

Il défendait avec vigueur les leçons tirées de l'expérience historique, dans lesquelles il voyait des positions de classe incontournables, et il se voulait également attentif aux conditions changeantes des luttes sociales. L'irruption de mouvements aux formes parfois inattendues était pour lui une source constante d'intérêt, de même que les transformations matérielles du capitalisme auxquelles il avait assisté avec l'érosion des grandes concentrations ouvrières dans un pays comme la France. Il avait tiré de sa propre expérience une défiance contre les pratiques sclérosées et sectaires des organisations et qui aboutissent à dévitaliser celles-ci tout en épuisant leurs militants.

Aussi son esprit révolutionnaire était-il moins attaché aux formes extérieures du mouvement communiste, qu'il pensait durablement pollué par le stalinisme et ses réactions, qu'à sa substance vivante. « Nous ne sommes pas des béni-oui-oui », « nous n'avons ni papa ni maman », aimait-il à plaisanter de sa voix forte, chaleureuse et un brin provocateur. Il entendait par là que tout

communiste soit capable d'examiner les situations et d'utiliser sa propre réflexion pour intervenir dans leur développement, plutôt que d'agir par conformisme ou par la récitation de quelques formules convenues.

Il entendait aussi par là nous amener à questionner les réponses qu'il apportait lui-même. Il se défiait des formules simplistes et des outrances qui les justifient, en pointant la nécessité de contribuer de façon positive à la résistance des exploités. Il importait pour lui que les communistes se montrent à la hauteur de la situation, c'est-à-dire de se rendre capables de

faire réellement progresser les luttes de la classe et sa conscience.

Nous adressons nos condoléances et notre sympathie à sa famille. Avec Olivier, un camarade que nous regrettons d'avoir perdu, il n'est pas exagéré de le désigner comme un exemple pour ceux qui restent.

Un vrai communiste, l'un des nôtres, nous a quitté.

Au revoir, Olivier.

Bibliographie sélective :

Les années terribles (La Gauche communiste italienne dans l'émigration, 1926-1945)

Envers et contre tout (Des oppositionnels de gauche jusqu'à l'Union communiste, 1924-1939)

L'enfer continué, La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires (1944-1952)

L'anarchisme d'État – La Commune de Barcelone – Rapport d'Helmut Rüdiger. Éditions Ni patrie ni frontières, Paris 2015 (introduction)

Du socialisme ottoman au communisme de gauche. NPNF

En ligne :

Présentation de *Prometeo* (1928-1938), <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique144>

Présentation de *Révolution internationale* (1968-1976) : <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique489>

Présentation générale des oppositionnels au PC (SFIC) et à l'IC (1925-1939) : <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique677>

[RKD-OCR \(1939-1947\)](https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique677)

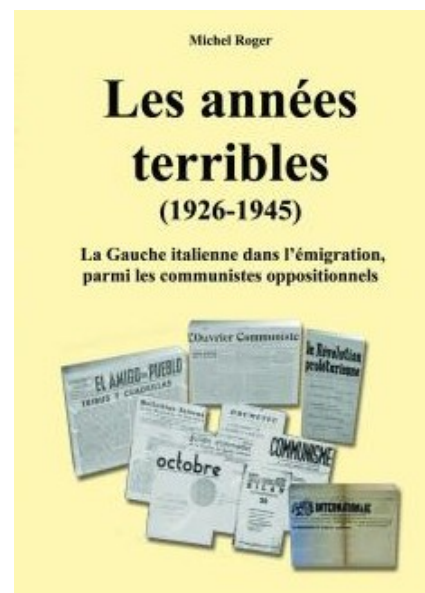
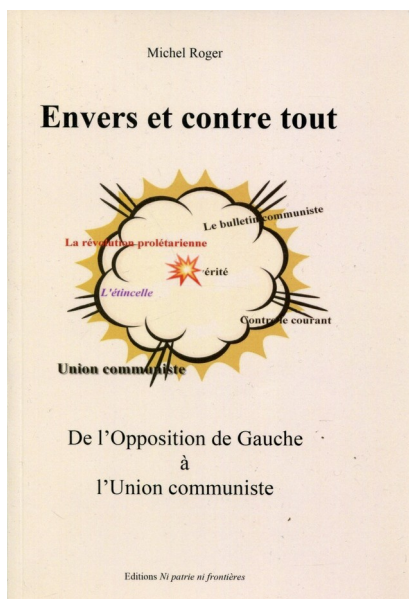
[GRP/UCI \(1942-1946\)](https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique677)

[La Gauche Communiste Internationale \(1942-1952\)](https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique497) : <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique497> dont en particulier la [Gauche communiste de France \(1944-1952\)](https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique449) : <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique449>

A lire également :

- « Hommage à Michel Roger », V. animateur du site Fragments d'histoire de la gauche radicale, <https://www.archivesautonomies.org/spip.php?article5651>;

- « Hommage à Michel Olivier, alias Michel Roger », Yves Coleman, <https://npnf.eu/spip.php?article1170>



Tract du GRI diffusé dans les manifestations du 1^{er} octobre 2024

*

Ni les élections, ni les journées d'action syndicales ne peuvent entraver la marche à la guerre et la dégradation continue de nos conditions de vie et de travail !

Les derniers mois ont été marqués par l'affligeant spectacle consécutif à la dissolution de l'assemblée nationale par Emmanuel Macron après la défaite de son parti aux élections européennes. Les injonctions à la responsabilité face aux extrêmes, les discours xénophobes ou au contraire les appels à la défense de la démocratie face à une menace fasciste fantasmée, les tractations, les jérémiades ensuite face au déni de démocratie, ont saturé l'espace médiatique, agissant comme une véritable diversion.

Ces apparentes oppositions ne sont en réalité que des divergences entre différentes fractions de la bourgeoisie française sur les manières de défendre au mieux le capital national, en aucun cas il ne s'agit de défendre les intérêts des travailleurs.

Nul doute que les partis de gauche, notamment les prétendus radicaux, chercheront dans les prochains mois à mobiliser en vue d'assurer leur victoire au cours des prochaines élections. On ne peut accorder le moindre crédit à leurs promesses. Quelque soit le gouvernement, c'est l'austérité qui nous attend, la poursuite des expulsions des sans-papiers et la répression pour ceux qui luttent. Les exemples de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne en sont l'illustration. Qu'ils soient de droite ou de gauche, partout dans le monde, les gouvernements ont tendance à devenir de plus en plus autoritaires pour répondre aux exigences de la crise économique, des rivalités et des tensions impérialistes croissantes. L'arrivée de la gauche au pouvoir ne serait ni un moindre mal ni un tremplin vers des luttes plus conséquentes, au contraire elle étoufferait les luttes et paralyserait notre classe.

Nous ne pouvons pas davantage compter sur les directions syndicales et leurs sempiternels journées d'action sans lendemain, le dernier mouvement contre la réforme des retraites l'a encore amplement démontré.



La seule issue possible se trouve dans la reprise de la lutte de classe. Après tant de décennies de contre-révolution et de pratiques collaborationnistes, de légalisme et de pacifisme, cela peut paraître difficile et incertain, mais nous n'avons pas d'autre choix.

Camarades, prolétaires,
Refusons les sacrifices qu'on veut nous imposer au

nom de la santé de l'économie nationale ou de la compétitivité des entreprises et défendons de manière intransigeante nos intérêts de classe !

Ne comptons que sur nous-mêmes et renouons avec les méthodes de classe (grève sans préavis, sans durée prédéfinie ...).

Organisons-nous par delà les catégories, l'âge, le sexe, les nationalités, cherchons à étendre et généraliser les luttes afin de créer le mouvement le plus vaste possible.

La période actuelle est pleine de dangers pour l'humanité, que ce soit la catastrophe écologique en cours ou les différents conflits armés menaçant de dégénérer en guerre généralisée. Ce n'est que par la reprise de la lutte de classe indépendante que nous pourrons nous y opposer.

Notre dossier : la spirale des nationalismes et la réponse des révolutionnaires

Succès électoraux régionaux de l'AfD en Allemagne orientale : expression et point de départ d'une formation autoritaire

« C'est une victoire historique », s'est exclamé Björn Höcke juste après l'annonce des premiers résultats électoraux en Saxe et en Thuringe. Il n'avait pas tout à fait tort. En Thuringe, l'AfD a augmenté son résultat de 9,4% et est devenue la première force avec 32,8%. En Saxe, elle a progressé de 3 % et s'est placée, avec 30,6 % juste derrière la CDU. Ces résultats se situent à peu près au même niveau que ceux obtenus par les nazis lors des dernières élections au Reichstag en 1932, ce dont l'ancien professeur d'histoire Höcke est certainement très conscient, lui que l'on peut même qualifier de fasciste de manière officielle au tribunal.

Les tentatives d'explication habituelles, qui attribuaient la hausse des voix de l'AfD à un vote purement protestataire, ne tiennent plus. Toutes les études sur les résultats électoraux partent du principe que l'AfD a été élue à plusieurs reprises et par conviction. Il faut noter le pourcentage élevé de voix chez les jeunes (38%) et les ouvriers (49%). Avec 38%, l'AfD a reçu plus de soutien chez les hommes que chez les femmes (27%). Ce résultat est en partie le fruit d'un travail de construction des forces fascistes dans les Länder de l'Est de l'Allemagne, mené sur plusieurs décennies, au cours desquelles une hégémonie de droite a été conquise en de nombreux endroits. Cela va continuer à encourager les forces militantes nazies à lancer des attaques violentes, comme nous l'avons vu récemment lors de la « Marche des fiertés » dans plusieurs villes d'Allemagne de l'Est. Les personnes queer sont de plus en plus dans le collimateur de l'extrême droite. De même, des attaques et des pogroms contre des hébergements pour réfugiés sont possibles et même probables au vu du climat raciste exacerbé.

Des stratèges particulièrement avisés ont longtemps nourri l'espoir que l'alliance Sahra Wagenknecht (BSW), prétendument « conservatrice de gauche », pourrait détourner des voix de l'AfD en combinant une rhétorique nationaliste sur la paix et des positions « critiques à l'égard de l'immigration ». Cette idée s'est avérée

être un leurre dès le lendemain des élections européennes. Certes, le BSW a pu gagner une petite partie des électeurs de l'AfD, mais la majorité des voix du BSW ont été recrutées dans l'électorat de Die Linke (le Parti de gauche). Cette ouverture vers des positions nationalistes autoritaires au sein de sa propre base électorale a manifestement été sous-estimée, même au sein de l'appareil du Parti de gauche. L'existence et le maintien jusqu'à aujourd'hui de Die Linke s'explique, d'une part, par la faiblesse de véritables mouvements sociaux, d'autre part du fait des spécificités de l'Allemagne de l'Est où persiste un certain attachement à l'ancienne République Démocratique d'Allemagne (solidaire de l'URSS). Son calcul et sa fonction originelle ont toujours eu pour but de canaliser au niveau parlementaire un éventuel potentiel de protestation (surtout en Allemagne de l'Est) afin de le transformer en participation au gouvernement. Les conséquences de la politique de réduction des dépenses sociales, que le Parti de gauche a soutenue, ont joué un rôle non négligeable dans ses récentes défaites électorales. Le parti Die Linke n'est pas encore complètement fini, mais jusqu'à nouvel ordre, il semble avoir joué son rôle.

En ce qui concerne le BSW, il est évident qu'il continue à se tourner vers des positions ouvertement réactionnaires et nationalistes. En témoigne notamment la récente diatribe de Sahra Wagenknecht contre les bénéficiaires de minima sociaux. Il reste à voir si et dans quelle mesure le BSW pourra consolider et développer ses succès électoraux actuels, qui se nourrissent principalement des voix des électeurs âgés. On ne sait pas non plus dans quelle mesure le BSW pourra continuer à s'établir en tant que parti parlementaire avec une base de membres et de fonctionnaires actuellement très claire et une structure de parti autoritaire taillée sur mesure pour une personne. Compte tenu d'une éventuelle participation du BSW au gouvernement au niveau des Länder et du désenchantement très probable

qui en résulterait, le projet BSW pourrait rapidement s'avérer être un pétard mouillé.

Dans ce contexte, l'AfD déborde d'assurance et se débarrasse de ses dernières inhibitions. Son noyau fasciste apparaît de plus en plus clairement. C'est ce que montre notamment la demande formulée dans le Brandebourg d'interdire l'accès des réfugiés aux manifestations publiques ou d'interdire le drapeau arc-en-ciel dans l'espace public. L'AfD n'est pas encore, à son stade actuel, un parti fasciste dans son intégralité. Mais avec sa stratégie de provocation ciblée, il est devenu de plus en plus le réceptacle et le porte-parole parlementaire des fascistes, dont les positions les plus réactionnaires s'infiltrent chaque jour dans des cercles de plus en plus larges de la société via ses réseaux sociaux. Ce qui, il y a quelques années encore, était considéré comme un fantasme de violence malsaine par les cercles de la nouvelle droite, devient de plus en plus une réalité quotidienne.

Les partis de gouvernement excluent encore toute possibilité de coalition gouvernementale avec l'AfD, ce que l'AfD exploite à des fins de propagande pour se mettre en scène en tant que victime et défenseur de la grande majorité silencieuse. Le barrage évoqué contre l'AfD n'a pas simplement été abattu. Au contraire, il a été sapé jusqu'à l'effondrement au niveau de la politique locale, ce qui met les dirigeants des partis au pouvoir, en particulier la CDU, sous pression. Le prétendu mur de feu contre l'AfD a toujours été ni plus ni moins qu'une mascarade démocratique visant à faire passer l'adoption de lois d'exception racistes pour une nécessité due au pragmatisme. Nous avons déjà écrit à ce sujet au début de cette année :

« le barrage contre l'extrême-droite » dont on parle tant se révèle (...) être lui-même une contradiction. Alors que l'on se positionne en paroles contre l'AfD, on continue en même temps à durcir les lois sur l'asile, à renforcer l'appareil policier et sécuritaire et à mettre ainsi en œuvre des points centraux du programme de l'AfD. Des politiciens particulièrement cyniques justifient cela par le fait qu'ils veulent ainsi banaliser l'AfD et lui couper l'herbe sous le pied. Mais dans les faits, l'AfD n'a été que revalorisée et renforcée. Il se trouve toujours dans la situation extrêmement confortable de pouvoir continuer à présenter ses revendications, de pouvoir les accentuer et de pouvoir se mettre en scène comme

représentant particulièrement conséquent d'une solution autoritaire à la crise.

La maison de fous de la démocratie : le débat sur l'immigration

Cette évolution se poursuit. Depuis l'attaque islamiste présumée de Solingen, nous assistons à une véritable surenchère raciste de la part du gouvernement et de l'opposition : les prestations et les moyens alloués aux mesures d'intégration des réfugiés doivent être réduits, les contrôles aux frontières doivent être étendus, les « centres d'ancrage » (c'est-à-dire les centres de détention) pour les réfugiés doivent être développés et les expulsions doivent être mises en œuvre plus rapidement et plus rigoureusement, etc. Juste avant les élections en Saxe et en Thuringe, pour la première fois depuis la prise de pouvoir des talibans il y a trois ans, des « délinquants expulsables » ont été renvoyés en Afghanistan, où ils risquent de subir de graves violations des droits de l'homme. Cette décision a été précédée de négociations avec le régime du Qatar et d'autres « puissances clés dans la région ». Un processus qui semblait impensable il n'y a pas si longtemps et qui constitue une violation claire de la Convention européenne des droits de l'homme. Le chancelier allemand Olaf Scholz a considéré cette action comme un « signe clair » et un « grand succès » dont l'AfD a finalement pu tirer profit lors des élections. Entre-temps, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer des discussions directes avec le régime d'Assad en Syrie et les talibans, afin de rendre possible une « expulsion à grande échelle ».

Ce climat a propulsé l'AfD dans la campagne électorale. Elle a pu affirmer une fois de plus que les « vieux partis » avaient « repris ses principales revendications en matière d'immigration », mais qu'ils ne les appliquaient pas de manière suffisamment conséquente.

Avec le « choc de la Saxe et de la Thuringe », le débat sur l'immigration a pris de l'ampleur. Le président du groupe parlementaire CDU, Friedrich Merz, a évoqué un arrêt général de l'accueil des réfugiés syriens et afghans, tandis que son concurrent à la chancellerie, Markus Söder, envisageait à haute voix une modification de la Constitution pour abolir complètement le droit individuel à l'asile.

De telles revendications créent un climat populiste et sont des indicateurs d'une campagne électorale anticipée au Bundestag. Dans leur orientation et leur substance, elles semblent difficilement

réalisables sur le plan juridique et difficilement conciliables avec la Constitution allemande, comme le soulignent régulièrement les commentateurs libéraux de gauche. Une telle vision repose toutefois sur une confiance excessive dans « l'ordre juridique démocratique ». La modification du droit d'asile dans les années 90 devrait avoir suffisamment démontré que la légalité bourgeoise est extrêmement créative lorsqu'il s'agit d'adapter la jurisprudence à l'agenda autoritaire. A l'époque, la catégorie de « pays tiers sûr » a été introduite afin de limiter les possibilités de déposer une demande d'asile en Allemagne.

Trouble dans la forteresse Europe

Cette « réglementation des pays tiers » a été complétée par la « procédure Dublin », qui est entrée en vigueur en 1997 et a été imposée au niveau européen par la RFA, alors dominante politiquement et économiquement. Elle prévoit que l'État de l'UE responsable de la procédure d'asile d'un réfugié est celui dans lequel celui-ci est entré en premier. Le calcul allemand visait donc à intercepter les flux de réfugiés aux frontières extérieures de l'UE. Une demande qui s'est avérée absurde plus tard au vu de la crise de l'euro et de ses ravages sociaux dans la périphérie européenne. Il s'en est suivi de violents conflits entre les États membres de l'UE. Dans ces conflits, l'Allemagne s'est efforcée de préserver et de modérer son rôle de contributeur financier à l'UE. Après l'expérience de la « crise des réfugiés » en 2015, elle s'est montrée prête à gagner du temps grâce au « deal avec la Turquie », un accord aussi sordide que coûteux. Mais avec le débat sur l'immigration qui vient de s'ouvrir, un autre « changement d'époque » fatal se profile à l'horizon.

L'Allemagne insiste sur le strict respect de l'accord de Dublin. Les réfugiés dont la demande d'asile relève de la compétence d'un autre pays de l'UE, ce qui est le cas de presque tous en raison de la situation géographique de l'Allemagne, doivent être placés en détention et expulsés plus rapidement. Cela ne va pas assez loin pour la CDU et une partie du FDP ! Ils demandent un renforcement des contrôles aux frontières et le refoulement généralisé des personnes en fuite aux frontières allemandes, même si elles déposent une demande d'asile. Cela violerait le droit international et européen et entraînerait de violents conflits au sein de l'UE. Jusqu'à présent, l'Autriche et la Pologne ont clairement fait savoir qu'elles ne souhaitent pas reprendre les réfugiés déboutés de leur demande d'asile. Pourtant, lors

du « sommet sur la migration », la CDU a fait échouer les négociations avec le gouvernement fédéral sur cette question. C'est un indicateur que des parties importantes de la bourgeoisie font pression pour que le leadership allemand au niveau de l'UE soit affirmé sans équivoque et de manière agressive. En même temps, la demande de fermeture des frontières allemandes cache un calcul froid et inhumain. On part du principe que cela entraînerait une réaction en chaîne au cours de laquelle d'autres États de l'UE comme la Bulgarie, la Grèce ou l'Italie renforceraient et verrouilleraient également leur régime frontalier. Conséquence mortelle : encore plus de noyés, d'affamés ou de personnes poussées à la mort aux frontières extérieures de l'UE.

Les années de vaches grasses sont terminées !

La plupart des commentateurs ont attribué les bons résultats de l'AfD au bilan catastrophique de la coalition Ampel⁵. En effet, le gouvernement Ampel a été déchiré dès le début par de violents conflits internes et n'a guère pu contenir ses tendances centrifuges. Il est extrêmement douteux qu'il puisse tenir jusqu'à la fin de la législature. Selon les sondages, 71 % des personnes interrogées ont déclaré que la coalition gouvernementale actuelle faisait « plutôt mal » son travail. Malgré ces très mauvais résultats, seuls 38% des sondés estiment que la CDU/CSU ferait mieux si elle était au gouvernement. 12% pensent que la CDU/CSU ferait pire et 45% ne voient pas de différence. L'AfD et le BSW peuvent continuer à s'engouffrer dans ce vide.

Les raisons de ce bouleversement du système des partis sont plus profondes et ne peuvent être comprises que dans le contexte de la crise qui s'aggrave au niveau mondial. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a représenté un tournant décisif pour la bourgeoisie allemande, tant du point de vue stratégique qu'économique. Face à la nouvelle constellation de forces, le gouvernement allemand n'avait pas d'autre choix que de s'aligner sur un bloc avec les États-Unis, ce qui impliquait une confrontation plus ou moins directe avec la Chine. La perte des livraisons de gaz naturel russe à bas prix, dont l'industrie allemande était fortement dépendante, a été un coup dur pour l'économie d'exportation allemande. De nouvelles dépendances énergétiques sont apparues.

5 Coalition gouvernementale dite en « feu tricolore » (en allemand *Ampel-Koalition*), rassemble le Parti social-démocrate (SPD), dont la couleur est le rouge, le Parti libéral-démocrate (FDP), dont la couleur est le jaune, et l'Alliance 90 / Les Verts, dont la couleur est le vert.

Aujourd'hui encore, le dilemme géopolitique de la bourgeoisie allemande peut être résumé comme suit : d'un côté, l'Allemagne a besoin de l'alliance transatlantique avec les États-Unis (surtout dans le sens militaire), mais en même temps, se détourner de la Chine serait une catastrophe pour les secteurs clés de l'industrie allemande.

Ce dilemme provoque de violents conflits au sein de la bourgeoisie allemande, qui se reflètent sur la scène politique intérieure. La seule chose qui fait l'unanimité est la fuite en avant dans le réarmement militaire et énergétique massif et dans la préparation et la mise en œuvre d'une politique d'austérité autoritaire. La montée de l'AfD est donc avant tout le résultat de la droitisation de l'ensemble de la classe politique bourgeoise.

Les récentes chutes de l'industrie automobile, déjà en crise, sont des indicateurs d'un effondrement dramatique de la crise. Les fournisseurs automobiles allemands ont perdu des parts importantes du marché chinois et sont de plus en plus sur la défensive face à de nouveaux concurrents. Avec l'industrie automobile, c'est le moteur du modèle économique allemand qui risque de s'éroder. Avec l'annonce de fermetures d'usines et de licenciements économiques par le groupe VW, des milliers d'emplois risquent d'être supprimés dans l'ensemble de l'industrie automobile.

Un grand nombre de sous-traitants, mais aussi d'autres secteurs comme la sidérurgie, la chimie et la construction seront concernés.

Perspectives

Face à l'attaque sociale qui s'annonce, il est logique que la bourgeoisie allemande joue la carte du racisme et tente de désigner les réfugiés et les migrants comme boucs émissaires de la crise sociale, du manque de logements et de places dans les crèches, des écoles en ruine et des bas salaires. Dans un climat social marqué par l'isolement et la peur du déclassement social, cette propagande est efficace. Dans de récents sondages, 77 % des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une politique d'asile plus restrictive. Tant que cette situation perdurera, les défaites seront inévitables lors des prochains conflits sociaux. Dans cette situation, il serait fatal de vouloir chercher son salut dans les alliances extra-larges pour la défense de la démocratie, qui se posent en instance morale contre « tout extrémisme » et prétendent ainsi prendre le pas sur l'hégémonie de la droite. Les

grandes manifestations du printemps devraient avoir suffisamment montré à quelle vitesse un mouvement peut s'éteindre s'il ne parvient pas à établir des points de référence avec le quotidien social et ses conflits, ce qui serait une condition préalable pour résister aux attaques.

La dernière fois que les forces de gauche ont pu exercer une influence notable sur un mouvement social remonte à longtemps. De notre point de vue, c'était il y a exactement 20 ans lors des manifestations naissantes du lundi contre les réformes Hartz IV en 2004⁶. Le rôle qu'elles y ont joué a eu des conséquences désastreuses et conduit rapidement à l'épuisement du mouvement, auquel a succédé la défaite des travailleurs d'Opel Bochum et plus tard de l'usine d'appareils électroménagers Bosch Siemens à Berlin. Ce ne sont là que quelques éléments d'un repli prolongé de notre classe. Depuis, la gauche fait de la politique identitaire ou tente de se mettre en scène en tant que mouvement social. Nous pouvons voir aujourd'hui avec quels résultats.

Les conditions d'une résistance de classe efficace contre les attaques imminentes ne sont donc aujourd'hui pas réunies. La classe ouvrière en Allemagne ne dispose pas de traditions de résistance ancrées. Mais surtout, elle manque d'expérience de lutte. Il n'existe pratiquement aucune expérience de lutte commune entre les ouvriers est-allemands et ouest-allemands. Les patrons de VW en profiteront probablement pour s'attaquer en premier lieu aux collègues des sites est-allemands (par exemple à Zwickau⁷).

La pratique courante consistant à opposer les travailleurs embauchés aux travailleurs flexibles et précaires a été, jusqu'à présent, payante pour les capitalistes. N'oublions jamais que les syndicats ont toujours participé à ce jeu et l'ont organisé de manière à conserver leur contrôle sur les négociations et les luttes salariales. Le clivage entre les secteurs allemands et immigrés de la classe est particulièrement grave, car il est cimenté par les mystifications identitaires actuellement en vogue.

6 Les réformes Hartz (ou la réforme Hartz) sont les réformes du marché du travail qui ont eu lieu en Allemagne, entre 2003 et 2005, sous le mandat du chancelier Gerhard Schröder (SPD). La loi Hartz IV a supprimé le régime d'assistance chômage, revalorisé l'aide sociale (Arbeitslosengeld II) et l'a conditionnée à la signature d'un contrat d'insertion avec l'agence pour l'emploi ou le service communal. Les chômeurs en fin de droits ont ainsi vu leur situation financière considérablement dégradée.

7 Quatrième plus grande ville de la région de la Saxe, dans l'ex-Allemagne de l'est.

La première étape et la tâche la plus urgente des communistes internationalistes dans cette situation est de s'opposer sans compromis à toute forme de racisme, à toutes les lois d'exception et pratiques administratives dirigées contre les migrants et les réfugiés. Ce n'est que sur cette base qu'il sera possible à long terme de créer une conscience de la nécessité d'une solidarité internationale inconditionnelle, d'une unité de

classe contre toutes les attaques des dominants. Nous aurons un besoin urgent de cette unité si nous voulons que la classe puisse se renforcer dans les luttes sociales à venir. Il est évident que dans la situation actuelle, cela exige de nager constamment à contre-courant. Mais ce n'est qu'ainsi que nous pourrions combiner une propagande fondée sur les principes et à une intervention flexible dans les mouvements.

Émeutes au Royaume-Uni : la droite raciste au service du capitalisme

À la suite des horribles attaques au couteau dans un cours de danse pour enfants à Southport, des émeutes et incendies criminels ont éclaté dans des quartiers où vivent des musulmans et ainsi que des lieux abritant des migrants. Il ne fait aucun doute qu'elles sont alimentées par les rumeurs diffusées sur les réseaux dits « sociaux », et amplifiées par les appels à la « vengeance » lancés par l'extrême droite du capitalisme, qui n'est plus un courant marginal dans la Grande-Bretagne post-industrielle, post-Brexit et délabrée.

La propagande raciste qui a conduit au Brexit a été complétée par des messages constants selon lesquels la Grande-Bretagne serait envahie par les personnes arrivant par bateau. Des politiciens de gouvernement comme Suella Braverman⁸ font passer un raciste notoire comme Enoch Powell⁹ pour un modéré tout à fait raisonnable. Alors qu'il était question d'expulser les demandeurs d'asile, présentés comme des « parasites indésirables », dans un camp de « traitement » au Rwanda, le *Brexit Party* a ressuscité sous le nom de *Reform UK* sur la même plate-forme anti-immigration et a recueilli 4 millions de voix lors des dernières élections, dont un grand nombre dans les villes post-industrielles du nord de l'Angleterre. La situation est une poudrière à laquelle il suffit d'une étincelle pour mettre le feu.

Depuis des décennies, la part des salaires dans le revenu national diminue. Aujourd'hui, l'inflation réduit les salaires réels. Les travailleurs sont confrontés au chômage et au sous-emploi, au

travail précaire sans congés fixes, à l'effondrement des services sociaux, à l'absence de logement frappant au moins 300.000 personnes dans le pays, à l'effondrement de la sécurité sociale (NHS), à la dégradation des bâtiments scolaires et à la ruée des enseignants qui fuient un travail impossible. Les entreprises de services publics - notamment de carburant et d'eau - emploient leurs fonds pour spéculer en bourse et sur les marchés de devises, afin d'engranger des dividendes colossaux pour leurs riches investisseurs privés tout en ignorant les rivières polluées, l'eau infectée et les tuyaux qui fuient, sans parler des personnes qui n'ont pas les moyens d'allumer le gaz et qui souffrent du froid. Tout cela aboutit à une situation où 3,12 millions de personnes ont besoin des banques alimentaires au moins une fois par semaine, beaucoup d'entre elles ayant un emploi mais n'arrivant pas à joindre les deux bouts. L'aile droite de la classe capitaliste, comme les restes de la *English Defence League*¹⁰, prétend que la cause de tout cela est les immigrés, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les musulmans.

Le carburant utilisé par les réseaux « sociaux » pour attiser les flammes

La classe capitaliste dans son ensemble cherche à faire baisser les salaires. En 2023, les statistiques nationales ont montré que 685.000 immigrants sont arrivés au Royaume-Uni, soit plus du double du chiffre de 2016, l'année du référendum sur le Brexit, qui était de 311 000. Cette augmentation se produit en dépit de tous les discours contraires. Cameron, par exemple, s'est engagé en 2010, alors que le solde migratoire était de +252.000, à ramener l'immigration à moins de 100.000. Jusqu'à présent, cela ne s'est pas produit et les patrons ont continué à utiliser des travailleurs

8 Ancienne secrétaire d'État à l'Intérieur dans le gouvernement Sunak, elle a déclaré par exemple dans la presse que « les islamistes, les extrémistes et les antisémites sont aux commandes maintenant ».

9 Le conservateur E. Powell est passé à la postérité notamment pour le discours dit des « fleuves de sang » (1968), dans lequel se retrouvaient toutes les obsessions identitaires typique du « grand remplacement ».

10 Parti politique d'extrême-droite, identitaire, fondé en 2009.

immigrés pour effectuer les travaux les plus durs que les travailleurs britanniques ne veulent pas faire pour des salaires dérisoires et, en général, pour maintenir les salaires à un niveau le plus bas. Le Brexit a considérablement réduit l'immigration européenne, entraînant une pénurie de main-d'œuvre pour de nombreuses entreprises et institutions britanniques, de sorte que la main-d'œuvre bon marché est désormais de plus en plus recherchée en Asie du Sud-Est et ailleurs. Le rapatriement de tous les immigrants serait ainsi un coup porté sur le capitalisme britannique, entraînant l'effondrement de secteurs entiers dont le NHS n'est pas le moindre. À l'heure actuelle, les demandes de visa pour les travailleurs de la santé et des services sociaux sont en baisse, ce qui s'inscrit dans le cadre d'une chute générale, y compris une baisse de 15 % du nombre d'étudiants. Mais en même temps, la classe capitaliste souhaite diviser la classe ouvrière : maintenir la question de l'immigration en ébullition est un moyen très simple d'y parvenir.

Il s'agit également d'un moyen peu coûteux pour tromper sur les causes réelles de la crise actuelle dont nous souffrons tous. Ainsi, la gauche capitaliste et la droite accomplissent une tâche commune, celle d'exploiter la classe ouvrière et de la diviser.

Le capitalisme doit être renversé

La racine de tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, de l'effondrement du niveau de vie qui a contribué à ces émeutes, aux guerres actuelles et à la crise climatique, est la crise du capitalisme lui-même... sur toute la surface de la planète. Cette crise a commencé dans les années 1970, lorsque la classe ouvrière mondiale a été confrontée à des attaques croissantes contre ses salaires, ses emplois et ses conditions de travail. Aujourd'hui, il n'y a pas eu de répit, les patrons avides de profits cherchant à exploiter la main-d'œuvre la moins chère qu'ils puissent trouver. Les travailleurs migrants ont toujours été habitués à faire les travaux que les autres ne veulent pas faire et les patrons et les politiciens sans scrupules (c'est-à-dire la classe dirigeante) ont joué la carte de la race lorsque cela les arrangeait. Aujourd'hui, cependant, nous sommes confrontés à une offensive plus vaste et nocive car les conditions de vie et de travail, sans parler de la cohésion même des travailleurs en tant que classe, sont attaquées. Il convient à la classe dirigeante de ce système pourri de voir la classe exploitée se diviser.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème de « petits blancs » chauvins. Partout dans le monde, les travailleurs sont manipulés pour qu'ils se retournent les uns contre les autres, alors que la course au profit du capitalisme alimente la crise économique mondiale, les catastrophes environnementales, les guerres barbares et l'inégalité colossale des richesses. Tout cela a inévitablement conduit à une augmentation de l'immigration au niveau planétaire que les racistes et politiciens cyniques définissent comme le problème. Mais le vrai problème, c'est le capitalisme et le sacrifice impitoyable de tout ce qui est humain que celui-ci exige. Il n'y a plus de raison objective pour que quiconque sur la planète subisse la faim ou vive dans le dénuement. La réponse est de transformer la production pour répondre directement aux besoins humains. Seul le renversement du système capitaliste peut y parvenir, à la condition que la classe ouvrière s'unisse pour faire face à son ennemi commun.

Cela signifie que la classe ouvrière mondiale doit prendre le contrôle politique de la société, socialiser la production à l'échelle mondiale et réorienter la production vers les besoins de l'humanité. Actuellement, notre travail produit ou transforme toute la richesse réelle de la société, mais il ne fait qu'accumuler du capital dont le contrôle revient à la classe dirigeante. Celle-ci, à son tour, se protège en détournant notre colère autour de fausses polarisations entre travailleurs nationaux et étrangers, y compris ceux qui fuient la violence des guerres du capitalisme. D'où les émeutes. Mais il existe une alternative à la haine et au racisme du capitalisme : une société dans laquelle chacun fait partie d'une communauté mondiale de producteurs sans frontières, sans États, qui veille à ce que personne ne soit privé des besoins fondamentaux de la vie - un monde dans lequel nous décidons de notre propre avenir au sein de nos propres organes élus et révocables.

La première étape consiste, en luttant, à comprendre que nos véritables ennemis sont nos exploitateurs : la classe capitaliste qui profite du travail que nous exécutons pour elle. Seule la reprise d'une lutte de classe généralisée contre eux et leur système créera la base politique nécessaire au renversement de leur pouvoir. Dans ce processus, les travailleurs doivent organiser leurs propres luttes (et ne pas laisser cela au soi-disant « mouvement syndical ») et agir politiquement pour leur propre compte. Cela implique l'intervention des travailleurs les plus lucides par l'intermédiaire d'une nouvelle organisation politique : pas un autre parti à rejoindre dans le cirque électoral des capitalistes, mais un parti avec un véritable programme

anticapitaliste, l'abolition du système des salaires et des profits en faveur d'une communauté apatride, sans frontières, où nous décidons ce qui est produit et comment cela est produit pour répondre directement aux besoins humains. Un tel objectif ne peut être atteint dans un seul pays. Le capitalisme est mondial et exploite une classe ouvrière mondiale. La CWO fait partie de la Tendance Communiste Internationaliste, une organisation qui se consacre à la construction d'un parti mondial ayant pour tâche le renversement du capitalisme avant qu'il ne détruise la plupart d'entre nous. Ce sont les étapes indispensables à notre émancipation et c'est à cela que nous luttons en tant

qu'internationalistes. Si vous sympathisez avec cette orientations, prenez contact avec nous !

Le racisme ne sera pas vaincu par des appels à la loi et à l'ordre, mais en luttant ensemble, coude à coude, pour créer un monde meilleur dans lequel nos enfants auront un avenir. Puisque le capitalisme barre celui-ci, nous n'avons pas d'autre choix que de nous rassembler pour commencer par nous débarrasser du système pourri actuel.

CWO, organisation de la TCI au Royaume-Uni
9 août 2024

Émeutes en Nouvelle-Calédonie : Aujourd'hui plus aucun État ne peut acquérir son autonomie sans se retrouver dans un autre camp impérialiste. Seule la lutte du prolétariat peut permettre de se libérer de l'oppression capitaliste

Le 13 mai 2024, des émeutes éclatent en Nouvelle-Calédonie, principalement à Nouméa, la capitale située dans la province Sud. Des barrages routiers sont instaurés par les militants indépendantistes, des magasins sont pillés et divers édifices publics sont attaqués. Des affrontements ont lieu entre les populations originaires, les Kanaks, et la minorité européenne, les Caldoches, qui s'organisent en milices soutenues par l'État¹¹.

Le 15 mai, l'État d'urgence est instauré, le réseau social Tiktok est bloqué et l'armée est envoyée pour sécuriser les ports et aéroports. Le 18, le gouvernement envoie plus de 600 gendarmes sur l'île pour réprimer la révolte et rétablir l'ordre bourgeois. Quatre Kanaks sont tués suite aux affrontements avec les forces de l'ordre ou les miliciens.

Ces affrontements font suite au vote du Sénat et de l'Assemblée nationale qui acte le « dégel » du corps électoral, qui permettrait aux citoyens français résidant en Nouvelle-Calédonie depuis plus de dix ans de voter aux élections provinciales, ce qui n'était pas le cas depuis les accords de Nouméa de 1998. Cette réforme constitutionnelle est largement décriée par les milieux indépendantistes, puisqu'elle réduirait encore davantage leur influence lors des élections par rapport à la population d'origine métropolitaine.

La domination coloniale française en Kanaky

Ces tensions s'inscrivent dans le cadre de la domination coloniale française en Nouvelle-Calédonie¹². Celle-ci est en effet colonisée par la France en 1853, sous Napoléon III, qui voulait créer une colonie pénitentiaire. Plusieurs bagnes sont installés dans la colonie, où seront notamment emprisonnés les communards déportés par le gouvernement Thiers après la Semaine sanglante.

Il se développe dans le même temps une « colonie de peuplement », visant à perpétuer la présence

11 Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Louis Le Franc, déclare, en s'adressant aux milices caldoches : « Je leur dis de garder espoir et de ne pas commettre l'irréparable. Il s'agit d'éviter un embrasement général. Je comprends qu'on protège sa famille. C'est bien. Je comprends cela. Mais je leur dis de faire attention et de ne rien faire sans en aviser les forces de l'ordre ». https://www.lemonde.fr/politique/live/2024/05/21/en-direct-nouvelle-caledonie-le-point-sur-la-situation-en-fin-de-journee_6233400_823448.html?id=1516322

12 <https://www.lhistoire.fr/la-nouvelle-cal%C3%A9donie%C2%A0-%C2%AB%C2%A0une-colonisation-pas-comme-les-autres%C2%A0%C2%BB>

d'une population européenne grandissante, qui asservit le peuple kanak et l'exproprie de ses terres. En 1866, 96% de la population était kanak, alors qu'ils n'étaient plus que 39% en 2014.

Or, les intérêts entre les deux populations sont fondamentalement divergents : les territoires à prédominance kanak votent massivement pour l'indépendance lors des référendums d'autodétermination, à l'inverse des autres populations, notamment européennes, qui restent loyalistes¹³. C'est dans ce contexte d'échec des référendums successifs sur l'indépendance, alors que le territoire est dirigé localement par les indépendantistes, que le vote sur le « dégel » a eu lieu, visant à priver les Kanaks du peu d'influence qu'il leur reste sur les questions politiques.

A ces clivages coloniaux s'articulent des clivages de classe : les Caldoches sont sur-représentés parmi les cadres et les chefs d'entreprise, tandis que les Kanaks sont sur-représentés parmi la petite paysannerie, les ouvriers, les précaires et les employés¹⁴. Il s'agit donc clairement d'une révolte de jeunes prolétaires, largement exploités et dépossédés par la bourgeoisie blanche européenne.

La société néo-calédonienne est caractérisée par une profonde inégalité entre ces différentes populations : « Le niveau de vie médian des Kanaks est deux fois plus faible que celui des non-Kanaks. Les Kanaks occupent également des professions moins bien payées et souffrent davantage du chômage »¹⁵. Par ailleurs, d'après un rapport de l'INSEE datant de 2016, les Kanaks souffrent également de discriminations d'accès au logement par rapport aux populations caldoches.

Le jeu des puissances impérialistes, ou l'illusion de l'indépendance nationale dans un cadre bourgeois

Si l'on peut évidemment comprendre la révolte autonome de jeunes prolétaires kanaks contre leurs oppresseurs, la demande d'indépendance, dans un cadre bourgeois, se révèle être néanmoins une pure illusion. Ce mouvement de révolte se

focalise essentiellement, pour l'heure, sur la question nationale, celle de l'autodétermination, et non sur les questions sociales, telles que la question de la terre et des inégalités, bien que le pillage de grands magasins du Groupe martiniquais Bernard Hayot témoigne de la conscience chez les jeunes révoltés de l'antagonisme existant entre les Kanaks et le capital¹⁶. Mais sans remise en cause concrète du système capitaliste, l'indépendance bourgeoise ne pourrait conduire la Nouvelle-Calédonie qu'à devenir une semi-colonie d'autres puissances impérialistes.

Les rapprochements entre les puissances impérialistes et les territoires océaniques illustrent l'importance stratégique de la zone indo-pacifique en prévision des futurs conflits impérialistes. Cette zone est en effet le terrain d'affrontements entre la Chine d'un côté, et les États-Unis et ses alliés de l'autre, qui cherchent chacun à se rapprocher des états et territoires océaniques pour renforcer leur assise régionale contre leurs rivaux, comme l'explique le *South China Morning Post*¹⁷. Cela passe par exemple par une politique intense de prêts à destination des petits états océaniques de la part de la Chine, pour renforcer son emprise économique (et donc politique) sur ces derniers¹⁸.

Par ailleurs, ce territoire a également une importance géostratégique fondamentale pour les divers impérialismes concurrents qui s'affrontent en Océanie autour de la question du nickel. L'une des raisons de la colonisation française a été le pillage des ressources minières présentes sur le territoire, qui détient 20 à 30% des ressources mondiales en nickel. La France cherche aujourd'hui à perpétuer ce « pacte colonial » en garantissant à des industriels français l'exploitation du nickel¹⁹ qui s'avère actuellement peu rentable du fait de sous investissements. Mais le nickel aiguise aussi l'appétit d'autres puissances impérialistes.

13 https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/12/13/referendum-en-nouvelle-caledonie-l-abstention-massive-confirme-les-clivages-qui-traversent-l-archipel_6105819_823448.html

14 <https://www.isee.nc/population/recensement/communautes>

15 https://www.francetvinfo.fr/france/nouvelle-caledonie/emeutes-en-nouvelle-caledonie-les-inegalites-entre-les-kanaks-et-le-reste-de-la-population-persistent_6550433.html

16 <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/emeutes-en-nouvelle-caledonie-plusieurs-commerces-du-groupe-martiniquais-bernard-hayot-incendies-1488074.html>

17 <https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-hong-kong-la-nouvelle-caledonie-et-son-nickel-au-centre-des-convoitises-dans-le-pacifique#:~:text=La%20Chine%20attire%20aujourd'hui,%25%2C%20essentiellement%20gr%C3%A2ce%20au%20nickel>

18 <https://www.marianne.net/societe/comment-la-chine-s-en-prend-a-la-france-via-la-nouvelle-caledonie>

19 <https://reporterre.net/Nouvelle-Calédonie-un-accord-colonialiste-sur-le-nickel-attise-les-tensions>

C'est le cas, par exemple, de la Chine²⁰, qui cherche à s'appropriier ces ressources stratégiques depuis plusieurs années en jouant à la baisse le prix du nickel, depuis plusieurs années, mais aussi de l'Azerbaïdjan²¹, qui a participé à la création du Groupe d'initiative de Bakou en juillet 2023 pour soutenir les mouvements anti-coloniaux, et qui a signé en avril 2024 un accord de coopération avec le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, représenté par une élue indépendantiste²².



Cela confirme la position de Rosa Luxembourg sur la question nationale. En effet, celle-ci déclarait :

En cette ère d'impérialisme sans entraves, il ne peut plus y avoir de guerres nationales... Pour aucune nation opprimée, la liberté et l'indépendance ne peuvent éclore de la politique des États impérialistes et de la guerre impérialiste. Les petites nations, dont les classes dirigeantes sont des appendices et des accessoires de leurs camarades des grandes nations, ne sont que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances.

Rosa Luxembourg, « Soit l'un soit l'autre », 1916, cité dans Rosa Luxemburg, *Selected Writings*, ed R. Looker, p.223

Lors du Congrès de Bakou en 1920, le rapporteur Mikhaïl Pavlovitch explique également que « dans le cadre du régime capitaliste, toute nouvelle puissance formée n'exprime pas les intérêts des

20 <https://www.iris-france.org/177280-ambitions-geostrategiques-ressources-enviables-pourquoi-la-chine-etend-son-influence-en-nouvelle-caledonie/>

21 <https://www.lexpress.fr/monde/europe/emeutes-en-nouvelle-caledonie-les-dessous-de-linfluence-azerbaïdjanaise-46MGUQ7BCFHVTARNPF63PUUSJM/>

22 <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/deplacement-d-omayra-naisseline-en-azerbaïdjan-l-affaire-qui-embarrasse-le-congres-de-la-nouvelle-caledonie-1482668.html>

masses laborieuses mais sert ceux de la bourgeoisie, et devient un nouveau moyen d'oppression, une nouvelle cause de guerre et de violences »²³. La bourgeoisie nationale préférera toujours s'accommoder des puissances impérialistes, se concilier avec elles, plutôt que d'accepter qu'une révolte prolétarienne autonome puisse avoir lieu sur son territoire. La réaction de la « gauche » indépendantiste face à ce mouvement insurrectionnel en témoigne.

La bourgeoisie nationale ne peut en aucun cas être l'alliée du prolétariat

La célèbre phrase de Marx, « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Statuts de l'AIT, 1864), se révèle, à nouveau, particulièrement juste dans ce contexte colonial. La bourgeoisie nationale ne peut pas émanciper la classe ouvrière kanak, puisqu'elle l'exploite directement et qu'elle cherche à trouver diverses formes de compromis et d'arrangements avec la bourgeoisie coloniale. Dès le 15 mai, la « gauche » du capital, représentée par le FLNKS (Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste), a dénoncé les « violences » et les « blocages », et a appelé à trouver un accord avec le gouvernement²⁴.

Daniel Goa, qui est le principal dirigeant de l'Union Calédonienne, « a appelé la jeunesse à "rentrer chez elle" »²⁵, tandis que Pierre-Chanel Tutugoro a appelé à « éviter que la rue prenne le dessus »²⁶. De même, la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), à l'origine des mobilisations, a également dénoncé les « pillages »²⁷.

Celle-ci est dirigée par Christian Tein, secrétaire général adjoint de l'Union Calédonienne, membre du FLNKS²⁸. Cette organisation, historiquement proche du Parti socialiste, a soutenu les

23 https://wikirouge.net/Congr%C3%A8s_des_peuples_de_l%27orient

24 <https://www.bfmtv.com/politique/emeutes-en-nouvelle-caledonie-le-flnks-lance-un-appel-au-calme-et-demande-la-levee-des-barrages-AD-202405150048.html>

25 <https://www.france24.com/fr/france/20240514-la-nouvelle-cal%C3%A9donie-submerg%C3%A9e-par-un-sentiment-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-col%C3%A8re-et-d-injustice>

26 <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/nouvelle-caledonie-les-independantistes-appellent-au-dialogue-apres-les-violences-dans-le-grand-noumea-1487921.html>

27 <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/province-sud/la-ccat-n-a-jamais-appelle-a-piller-les-magasins-reagit-l-un-de-ses-porte-voix-christian-tein-1487906.html>

candidatures de Ségolène Royal en 2007 et de François Hollande en 2012. Même l'aile la plus « radicale » de l'indépendantisme, représentée par le Parti travailliste, incarne parfaitement cette bourgeoisie nationale, puisque son ancien leader, Louis Kotra Uregei, était un influent homme d'affaires kanak²⁹.

La bourgeoisie kanak, qui représente 9% de la population kanak selon les données de l'INSEE (cadres et chefs d'entreprise), veut en réalité continuer de négocier avec l'État français colonial³⁰, et bénéficier d'accords politiques et économiques avec d'autres pays impérialistes comme l'Azerbaïdjan ou la Chine pour se développer, en exploitant nationalement le nickel³¹, c'est-à-dire défendre un capitalisme « national », respectueux du patronat dont le FLNKS se déclare solidaire dans son communiqué du 15 mai, qui continuerait d'exploiter les travailleurs.

Le prolétariat kanak ne peut compter sur aucune bourgeoisie. Celui-ci devra s'auto-organiser pour défendre l'expropriation de tous les capitalistes, et fraterniser avec les autres prolétaires et notamment les néo-calédoniens, océaniens et métropolitains afin de renverser l'ordre bourgeois et s'émanciper enfin de toute domination qui asservit les peuples. La liaison avec la lutte de classe du prolétariat métropolitain reste une nécessité pour abolir définitivement l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'exploitation d'un peuple par un autre peuple, en détruisant les fondements économiques et politiques de l'État capitaliste.

Le prolétariat métropolitain ne doit aucunement rester indifférent face à ce mouvement. Comme l'explique Rosa Luxemburg :

L'indignation morale n'est certes pas en soi une arme contre l'économie criminelle du capitalisme, mais elle est, comme dit Engels, un véritable symptôme réel reflétant la

contradiction entre la société régnante, les sentiments de justice et les intérêts des masses du peuple. La tâche et le devoir de la social-démocratie consistent maintenant à exprimer avec autant de clarté que possible cette contradiction.

Non seulement l'avant-garde organisée du prolétariat mais les couches les plus larges du peuple travailleur doivent se soulever dans un torrent de protestations contre le nouveau raid de la politique internationale capitaliste. Le seul moyen efficace pour lutter contre le crime de la guerre et de la politique coloniale, c'est la maturité intellectuelle et la volonté résolue de la classe des travailleurs qui, par une rébellion impliquant tous les exploités et les dominés changera la guerre mondiale infâme, conçue dans les intérêts du capital, en une paix mondiale et en une fraternisation socialiste des peuples.

Rosa Luxemburg, « Le Maroc », 14 août 1911³²

Xav, 27/05/2024



28 <https://www.nouvelobs.com/monde/20240516.OBS88479/nouvelle-caledonie-qu-est-ce-que-la-ccat-l-organisation-dans-le-viseur-de-darmanin.html>

29 <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/2015/02/13/le-patron-de-manutrans-face-la-justice-pour-entrave-la-liberte-du-travail-229173.html>

30 <https://www.lnc.nc/article/nouvelle-caledonie/politique/faits-divers/le-flnks-denonce-les-exactions-et-accepte-la-reprise-du-dialogue-avec-l-etat>

31 <https://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2018-4-page-35.htm>

32 https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/08/rlux_19110814.htm

Le sionisme, exemple éloquent de l'impasse nationaliste

Plus de 40 000 morts, dont beaucoup d'enfants, des quartiers entiers rasés, des millions de personnes déplacées, un conflit qui se transforme en une guerre plus vaste qui engloutit le Moyen-Orient : voilà ce que le « droit à l'autodéfense » d'Israël, invoqué depuis l'incursion spectaculaire du Hamas le 7 octobre, a signifié en termes pratiques.

Pour de nombreux détracteurs d'Israël, tant à droite qu'à gauche du spectre politique bourgeois, le sionisme comme expression d'une idéologie nationaliste et d'un mouvement pour la création et la préservation d'un État juif serait à condamner. Or cette condamnation n'implique pas du tout le rejet du nationalisme en tant que tel et s'accompagne, comme c'est souvent le cas, d'un soutien à des projets nationalistes rivaux dans la région.

En revanche, pour la Gauche communiste, l'opposition au sionisme ne découle pas du caractère particulier du nationalisme juif parmi toutes les autres formes de nationalisme. Un regard critique sur le développement du sionisme ne fait que réaffirmer notre analyse du rôle que l'autodétermination nationale et la formation d'un État jouent réellement à l'époque impérialiste.

Naissance du nationalisme juif

Comme beaucoup d'autres formes de nationalisme, le sionisme, en tant que mouvement et idéologie, a pris forme à la fin du XIX^{ème} siècle. C'est l'époque d'un développement capitaliste rapide qui a progressivement commencé à diviser les anciens empires en États-nations mieux adaptés à l'accumulation du capital, créant ainsi une base pour le fleurissement des nationalismes partout dans le monde. À l'époque, une grande partie de la diaspora juive vivait en Europe centrale et orientale. Souvent marginalisée dans les sociétés où elle résidait, elle était confrontée à la discrimination, à la ghettoïsation et aux pogroms.

C'est dans ce contexte que Theodor Herzl, le « père du sionisme », est arrivé à la conclusion que l'assimilation des Juifs à la culture européenne n'empêcherait pas l'antisémitisme et que la seule solution était la création d'un État juif indépendant dans la région de la Palestine historique (la « Terre sainte » des religions abrahamiques). Comme d'autres formes de nationalisme, le mouvement sioniste a également développé ses ailes droite et gauche, ses variantes

« réactionnaires » et « progressistes ». Si le « sionisme révisionniste » de Ze'ev Jabotinsky³³ considérait l'autodétermination juive comme un projet colonial expansionniste, le « sionisme travailliste » de Dov-Ber Borochov³⁴ y voyait un acte de libération nationale sur la voie de la transformation socialiste.

L'immigration juive en Palestine historique, alors sous mandat britannique, s'est intensifiée dans les années 1930, notamment en réponse à la montée du nazisme. Mais c'est le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'Holocauste (au cours duquel les deux tiers de la population juive d'Europe ont péri) et la victoire des Alliés qui ont donné l'impulsion la plus puissante, tant en termes moraux que géopolitiques, à la création d'un État juif.

La fondation d'Israël en 1948 allait refléter la double dynamique entre le sionisme « révisionniste » et le sionisme « travailliste » - elle s'est accompagnée de l'expulsion brutale des Arabes palestiniens (Nakba) d'une part, et de la croissance des coopératives agricoles volontaires (kibboutzim) d'autre part. David Ben-Gourion, premier Premier ministre d'Israël, se définissait lui-même comme un « socialiste » et son parti, le Mapai, a dominé la politique israélienne pendant des décennies. Dans le même temps, dans les années 1970, quelque 70 % des terres appartenant auparavant à des Arabes en Israël ont été expropriées.

Recherche de soutiens impérialistes

Les groupes paramilitaires de colons juifs qui ont vu le jour dans les territoires de la Palestine historique pour préparer le terrain à la création d'Israël ont compris qu'ils avaient besoin de soutiens impérialistes pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, tandis que la Haganah modérée se tournait vers les Britanniques, le Lehi, plus radical, se tournait d'abord vers l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, puis vers l'URSS. En fait, il n'était pas évident de savoir quel avant-poste

33 Vladimir Ze'ev Jabotinsky (1880-1940), fondateur de la Légion juive durant la Première Guerre mondiale, leader de l'aile droite du mouvement sioniste, principal inspirateur politique de l'organisation combattante clandestine sioniste, l'Irgoun.

34 Dov-Ber Borochov (1881-1917), écrivain, linguiste et chercheur dans les domaines du yiddish et de l'histoire du peuple juif, fondateur du mouvement sioniste travailliste.

impérialiste le nouvel État juif allait devenir. Mais ce sont les États-Unis et l'URSS qui sont sortis vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et les décennies suivantes ont été marquées par la lutte entre ces deux superpuissances. La création d'Israël a été rendue possible parce qu'elle a été perçue comme une opportunité par les deux puissances.

Aujourd'hui, les descendants politiques du stalinisme tentent de surenchérir dans leur « antisionisme », mais si le premier pays à reconnaître Israël de facto a été les États-Unis, le premier pays à lui accorder une reconnaissance de jure a été l'URSS. Et c'est sous l'œil vigilant de l'URSS que la Tchécoslovaquie a fourni à l'armée israélienne les livraisons d'armes et la formation militaire qui ont contribué à faire pencher la balance en faveur d'Israël lors de la guerre israélo-arabe de 1948. Ce n'est que dans les années 1950, lorsque la guerre froide s'est intensifiée, que l'URSS a décidé de soutenir les mouvements nationalistes arabes en plein essor, qui étaient dirigés contre l'impérialisme occidental. Israël a alors trouvé un nouveau sponsor en France, qui avait tout intérêt à endiguer la vague de nationalisme arabe qui menaçait les colonies françaises d'Afrique du Nord. Mais dans les années 1960, avec la perte du Maroc, de la Tunisie et finalement de l'Algérie, la France a été contrainte d'accepter les nouveaux États arabes comme une réalité vivante et de réajuster sa politique étrangère en conséquence. Le soutien de la France à Israël a diminué et l'État juif a commencé à nouer des « relations spéciales » avec les États-Unis, désireux à l'époque de trouver des moyens de chasser l'influence russe dans la région. Ce n'est qu'à ce moment-là que le sionisme est devenu l'outil des intérêts américains au Moyen-Orient pour lequel il est connu aujourd'hui.

Dans un article récent publié dans notre presse, nous avons exposé plus en détail les facteurs qui ont conduit à la création d'Israël³⁵, mais deux faits en particulier ressortent ici :

- A l'époque impérialiste, l'apparition d'un nouvel État est conditionnée à son appui par tel ou tel impérialisme. Le projet sioniste n'a réussi que parce qu'il a su s'orienter en conséquence dans le puzzle géopolitique et se placer sous la dépendance des puissances adéquates et au bon timing.

35 <https://www.marxists.org/archive/bergmann/1999/luxemburg-deutscher.htm>

- Le processus de formation d'un État-nation est synonyme de dépossession, d'expulsion et de guerre, face auxquelles l'autodétermination nationale perd son caractère « progressiste ». Que ce soit en Pologne, en Irlande, en Inde ou au Soudan, l'indépendance nationale nominale n'a pas éliminé les conflits ethniques, elle les a seulement recadrés. C'est le redécoupage impérialiste qui continue de modifier la carte du monde et permet la création de nouveaux États, dont Israël. Dans ce processus, il y a toujours des vainqueurs et des perdants (en particulier les Palestiniens dans cette région).

Le sionisme et le mouvement ouvrier

À l'origine, une partie du sionisme était polarisé par le mouvement ouvrier. Des organisations comme Hapoël Hatzair³⁶ ou Poaley Tzion ont cherché à organiser les travailleurs juifs autour de leurs interprétations du « sionisme ouvrier ». Mais ce n'était en aucun cas la seule tendance politique, ni même la tendance dominante parmi les travailleurs juifs. Le Bund et les partis de la social-démocratie révolutionnaire (qui attiraient de nombreux militants juifs) étaient notamment hostiles au sionisme.

Rosa Luxemburg, elle-même juive polonaise, représentait cette dernière tendance :

La question juive se reflète, elle aussi, de manière tout à fait différente dans les esprits de la bourgeoisie juive et dans la conscience du prolétariat révolutionnaire juif. Pour la social-démocratie, la question des nationalités est avant tout, comme toutes les autres questions sociales et politiques, une question d'intérêt de classe. [...] les représentants de classe du prolétariat juif combattent avec beaucoup de détermination le point de vue des sionistes qu'ils considèrent comme une utopie nuisible et réactionnaire.³⁷

36 Le Hapoël Hatzair (« le jeune travailleur ») est le premier parti socialiste sioniste fondé en Palestine, en 1905 (un an avant l'autre grand parti socialiste sioniste, le Poaley Tzion), par des émigrants juifs russes.

37 Rosa Luxemburg. *La Question nationale et l'autonomie*. Pantin, Le Temps des cerises, 2001, p.49 et 59. [https://funambule.org/lectures/social-%C3%A9conomie-politique/Rosa-Luxemburg/1908-1909%20La%20question%20nationale%20et%20l%20autonomie%20\(R.%20Luxemburg\).pdf](https://funambule.org/lectures/social-%C3%A9conomie-politique/Rosa-Luxemburg/1908-1909%20La%20question%20nationale%20et%20l%20autonomie%20(R.%20Luxemburg).pdf)

C'est dans cette tradition que la Gauche communiste s'inscrit encore aujourd'hui, laquelle, contrairement à une grande partie de la gauche du capital, ne s'est jamais trouvée associée au sionisme. Malheureusement, l'entrée en guerre et la montée du nazisme et du stalinisme ont sapé le principe de solidarité de la classe ouvrière au-delà des clivages nationaux et culturels, anéantissant de fait ces tendances internationalistes au sein du mouvement ouvrier. Même des opposants au sionisme, comme le trotskiste juif polonais Isaac Deutscher, changèrent de position dans cette période :

Naturellement, j'ai répudié mon antisionisme il y a longtemps, qui était basé sur ma confiance dans le mouvement ouvrier européen ou, plus généralement, sur ma confiance dans la société et la civilisation européennes, parce que cette société et cette civilisation ont démenti cette confiance. Si, dans les années 1920 et 1930, j'avais appelé les Juifs européens à se rendre en Palestine au lieu de m'opposer au sionisme, j'aurais peut-être contribué à sauver quelques vies humaines qui ont ensuite été anéanties dans les chambres à gaz d'Hitler. Pour ce qui reste des Juifs d'Europe –mais seulement pour eux ?- l'État juif est devenu une nécessité historique. De plus, c'est une réalité vivante... Néanmoins, aujourd'hui, je ne suis pas sioniste³⁸.

Cette ligne de pensée était emblématique de l'acceptation croissante du nationalisme dans les cercles politiques. À bien des égards, les années 1920 et 1930 ont marqué un tournant, après lequel l'internationalisme ne pouvait plus représenter qu'un courant très minoritaire au sein d'un mouvement ouvrier de plus en plus intégré à l'ordre capitaliste. La plupart des organisations dites socialistes, communistes et anarchistes ont adopté le principe de l'autodétermination nationale, voire la démagogie nationaliste pure et simple, comme un droit naturel. Le seul désaccord était de savoir quel groupe national méritait le plus ce droit.

Par nécessité, les internationalistes doivent aujourd'hui nager à contre-courant des nationalistes. L'histoire montre que l'autodétermination nationale ne mène pas à la libération. Elle n'est que le prélude à de nouvelles horreurs dans le cadre d'un système mondial impérialiste. Le développement du sionisme en est un exemple clair. L'extrême droite sioniste

moderne, représentée par l'actuelle coalition gouvernementale, en appelle à l'expulsion des Palestiniens, à la poursuite de l'expansion des colonies juives en Cisjordanie et à Gaza et à l'établissement d'un « Grand Israël ». Certains d'entre eux voient dans l'aggravation du conflit actuel l'occasion de « changer la face du Moyen-Orient ». Cet irrédentisme messianique est peut-être très éloigné de l'intention première de Herzl, mais il est l'aboutissement naturel de « l'utopie réactionnaire » propre à tous les projets d'autodétermination nationale. Les illusions de la gauche du capital, celle qui, à l'époque, s'est laissée entraîner à soutenir le sionisme et qui, aujourd'hui, soutient largement le nationalisme palestinien, se révèlent être des impasses tragiques.

Le seul moyen de sortir du cycle des conflits ethniques et des guerres impérialistes est que les travailleurs du monde entier abandonnent la cause nationale se solidarisent sur la base de leurs intérêts communs, en opposition à toutes les fractions de la bourgeoisie et quelle que soit leur position dans la hiérarchie impérialiste. L'autodétermination nationale est aujourd'hui un instrument à part entière de la nouvelle division du monde entre les puissances impérialistes, qui se termine inévitablement par un bain de sang. Il n'y a pas de solution « à deux États » ou « à un État » à la question de Palestine-Israël, mais seulement une solution « sans État » dans une communauté humaine mondiale sans frontières et sans capitalisme. C'est pourquoi nous disons qu'il n'y a pas d'autre guerre que la guerre de classe.

Dyjbass, Communist Workers' Organisation

Octobre 2024



38 <https://www.marxists.org/archive/bergmann/1999/luxemburg-deutscher.htm> Notre traduction.

Manifestations au Venezuela : peu importe qui sort vainqueur du cirque électoral, aujourd'hui comme hier c'est la bourgeoisie qui triomphe

Le 29 juillet 2024, à la suite de la réélection contestée de Nicolás Maduro avec 51,2% des voix, contre 44,2% pour son adversaire centriste regroupant derrière lui toute l'opposition (de l'extrême gauche à l'extrême droite), des manifestations spontanées éclatent dans les principales villes du Venezuela, aussi bien dans les quartiers riches, habituellement acquis à l'opposition et moteurs de la contestation depuis 2014, que dans les quartiers les plus pauvres et les bidonvilles.

Ces manifestations contre la « fraude » électorale ont lieu dans un contexte politique et économique chaotique : chute du PIB de 80% depuis 2013³⁹, hausse exponentielle de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, délabrement du système de santé et d'éducation, pénurie de biens de première nécessité, malnutrition, hyperinflation, chômage de masse, tentatives de coup d'état (opération *libertad* en 2019⁴⁰, crise migratoire, etc.

La crise économique est la conséquence directe à la fois des sanctions économiques imposées par les États-Unis, responsables de 40 000 morts entre 2017 et 2018⁴¹, et de la politique économique mise en place par Hugo Chávez et poursuivie par Maduro : la prétendue « Révolution bolivarienne », qui devait incarner le nouveau « socialisme du 21^e siècle ». Celle-ci consistait essentiellement en la redistribution de la gigantesque manne pétrolière vers les habitants les plus défavorisés au travers du financement de *misiones*, c'est à dire des programmes sociaux de grande ampleur⁴². Si ceux-ci ont bien permis de sortir de la pauvreté des millions de Vénézuéliens entre 1998 et 2013, ils ont perpétué un capitalisme de rente, dépendant de l'or noir, non diversifié, caractéristique du Venezuela moderne

depuis des décennies. Avec la chute des prix du pétrole à partir de 2014, la corruption généralisée, la nationalisation (partielle⁴³) de l'économie sous contrôle militaire, et la multiplication des sanctions économiques, l'économie s'écroule rapidement, et les conditions de vie du prolétariat avec.

À partir de 2018, Nicolás Maduro, qui prétendait jusque-là sauvegarder les « acquis de la Révolution »⁴⁴, met en place une politique néolibérale et austéritaire, visant à rassurer les investisseurs étrangers par la dollarisation de l'économie, et à privatiser les entreprises publiques⁴⁵. Au final, si la « boli-bourgeoisie » a pu être extrêmement satisfaite du bilan du chavisme pendant près de 25 ans⁴⁶, le prolétariat vénézuélien ne peut pas en dire autant, contraint au troc et au marché noir, ou à fuir. Tandis qu'éclatent régulièrement des émeutes de la faim depuis plusieurs années, notamment dans les quartiers pauvres de Caracas, les prolétaires tentent de défendre leurs intérêts de classe contre l'État chaviste, notamment en luttant pour de

39 <https://www.latribune.fr/economie/international/venezuela-apres-vingt-cinq-ans-de-chavisme-l-economie-a-bout-de-souffle-1003478.html>

40 L'opération *libertad* désigne la tentative de coup d'état, soutenue par les États-Unis, visant à installer Juan Guaidó à la tête du Venezuela en avril 2019.

41 <https://cepr.net/press-release/report-finds-us-sanctions-on-venezuela-are-responsible-for-tens-of-thousands-of-deaths/>

42 Daguerra, Anne. « Les programmes de lutte contre la pauvreté au Venezuela », *Critique internationale*, vol. 46, no. 1, 2010, pp. 147-167.

43 <https://www.mediapart.fr/journal/politique/290724/au-venezuela-maduro-choisi-la-voie-de-l-autoritarisme>

44 Ces prétendus « acquis » ont été en réalité rapidement gommés par la crise (le salaire minimum et les minima sociaux ne valant plus rien du fait de l'hyperinflation), et, dès 2016, Nicolás Maduro annonce la fin de la quasi-gratuité sur l'essence

: <https://www.liberation.fr/planete/2016/02/18/au-venezuela-l-essence-coutera-60-fois-plus-cher-1434320/>. À cela s'ajoute une politique de flexibilisation salariale et de précarisation des travailleurs, entreprise dès 2013 au moins : <https://www.contretemps.eu/travailleurs-sante-venezuela-tourmente/>

45 https://www.lepoint.fr/monde/venezuela-le-dollar-prend-racine-tandis-que-maduro-resserre-les-cordons-de-la-bourse-01-12-2019-2350619_24.php, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/au-venezuela-socialisme-rime-avec-privatisations-1989904>

46 Pour une critique plus approfondie du « capitalisme bolivarien », voir <https://www.leftcom.org/en/articles/2017-06-08/venezuela-the-dead-end-of-the-bolivarian-road-to-socialism> et <https://www.leftcom.org/en/articles/2013-03-18/hugo-ch%C3%A1vez-neither-socialist-nor-anti-imperialist>

meilleurs salaires par des grèves⁴⁷, mais ces luttes sont systématiquement réprimées par la police et les *colectivos*, partisans armés du chavisme dans les quartiers populaires jouant le même rôle historique que les *lazzaroni* et les « décebriseurs », c'est à dire le lumpenprolétariat, aujourd'hui allié de Maduro contre la classe ouvrière⁴⁸.

C'est dans ce contexte qu'a lieu l'élection présidentielle, pour décider de l'éventuelle deuxième réélection de Nicolás Maduro. Pour la première fois, tous les analystes bourgeois considéraient en chœur que l'opposition avait une réelle chance de l'emporter, incarnée par María Corina Machado, principale dirigeante de l'opposition ultralibérale et ultraconservatrice, et Edmundo González Urrutia. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères dans le deuxième gouvernement de Rafael Caldera, puis ambassadeur sous Chávez au début des années 2000, ce diplomate partisan de la conciliation avec le gouvernement promettait de sortir le pays de la crise au travers d'un vaste plan de réformes néolibérales. Pour la première fois, les classes populaires ont voté pour lui contre le candidat incarnant le chavisme, signe d'une désaffection croissante.

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Nicolás Maduro a remporté l'élection, et ceux qui espéraient naïvement un changement ont été contraints de le réclamer dans la rue.

Ces manifestations, caractérisées par des affrontements violents avec la police, la destruction de statues de Chávez, l'érection de barricades et des casseroles, témoignent de la perte de contrôle du chavisme sur les milieux populaires, qui lui étaient traditionnellement acquis⁴⁹. En effet, à la différence des précédentes manifestations encadrées par l'opposition et sociologiquement petites-bourgeoises, celles-ci ont émergé spontanément en premier lieu dans les quartiers populaires, ce qui témoigne de la conscience d'un antagonisme avec l'État et le

chavisme. Néanmoins, ces manifestations reposent sur des mots d'ordre de soutien à l'opposition bourgeoise, de défense de la « démocratie » et de la « liberté », de dénonciation de la « fraude » électorale, c'est à dire tous les pièges mortifères du démocratisme, de l'interclassisme et du citoyennisme. Elles ne peuvent donc représenter dans ces conditions un quelconque appui pour les prolétaires dans la lutte pour leurs conditions de vie et de travail, contrairement à ce que prétendent le Parti communiste vénézuélien ou les groupes trotskistes, symboles de l'extrême gauche du capital, qui soutiennent ces manifestations⁵⁰. Ni Maduro, ni Machado, ne sont une alternative au modèle capitaliste de rente qui s'est écroulé au Venezuela. Au contraire, ces derniers sont les dignes représentants de cette bourgeoisie qui est la seule responsable de la crise, et dont le programme peut se résumer ainsi : guerre à mort contre le prolétariat jusqu'à son dernier souffle !

Comme il l'a déjà fait héroïquement en 1989, lors du *Caracazo*⁵¹, le prolétariat vénézuélien devra demain s'auto-organiser, contre le chavisme et contre l'opposition, sans croire à des « lendemains qui chantent » par les élections. Celui-ci devra se battre contre les attaques anti-ouvrières imposées par la bourgeoisie, et pour une véritable révolution socialiste, à des années-lumière de la prétendue « révolution bolivarienne », pseudo-révolution bourgeoise responsable de la misère des masses laborieuses.

La construction du Parti communiste international, pour guider les masses ouvrières vers la prise de conscience de l'antagonisme avec le capital (de « gauche » comme de droite) et vers l'insurrection, est aujourd'hui plus que jamais une nécessité pour mettre un terme définitif au règne macabre du capitalisme, qui ne peut engendrer derrière lui que misère et désolation, comme le montre l'exemple édifiant du « socialisme [bourgeois !] du 21^e siècle ».

Xav 01/08/2024

47 Posado, Thomas. « L'État régional du Bolívar au Venezuela. Reflet du désalignement entre le gouvernement chaviste et le mouvement ouvrier », *Mouvements*, vol. 76, no. 4, 2013, pp. 105-116.

48 <https://www.infobae.com/america/venezuela/2023/01/17/las-amenazas-de-los-colectivos-chavistas-no-lograron-impedir-la-marcha-de-los-docentes-de-venezuela-por-salarios-justos-el-miedo-se-cambio-de-acera/>

49 https://www.liberation.fr/international/amerique/au-venezuela-les-quartiers-envahissent-la-rue-contre-nicolas-maduro-20240730_RBFOQUMI7BCJXKO6DY5G23ZSZ4/

50 <https://elpais.com/america/2024-07-30/el-partido-comunista-de-venezuela-pide-defender-la-voluntad-del-pueblo-venezolano-y-exige-la-publicacion-de-las-actas.html>, <https://izquierdasocialista.org.ar/2020/index.php/blog/para-la-web/item/23141-no-al-fraude-declaracion-del-psl-de-venezuela>

51 Le *Caracazo* désigne les émeutes spontanées apparues à Caracas en 1989 contre le plan d'ajustement structurel du président social-démocrate Carlos Andres Perez.

Les « années sauvages » : les décennies 60-70 et l'autonomisation de la lutte de classe

-1ère partie -

Une contribution à l'histoire de la lutte de la classe ouvrière

Nous n'avons jamais eu la prétention de conclure définitivement sur l'histoire d'une période particulière dense de lutte de la classe ouvrière avec des luttes importantes, foisonnantes et très significatives.

La période des années 60-70 mérite encore d'autres études. Nous en sommes qu'à une toute première ébauche. Nous avons conscience de très nombreux manques malgré les aides des uns et des autres pour compléter le tableau. Nous les remercions particulièrement pour leurs judicieux conseils.

Contre notre premier mouvement, nous avons été obligés d'être assez exhaustifs car au fur et à mesure de la récollection des luttes les informations ne faiblissaient pas. Nous avons pris conscience, au-delà de nos espérances, de l'ampleur du mouvement. Au départ nous voulions traiter des grèves sauvages dans certains pays développés d'occident ce qui pouvait se traduire par une quinzaine de pages. Nous nous sommes rendu compte que le mouvement était général et mondial.

Mais notre but initial était, à partir des grèves sauvages de la période, de tirer des enseignements de cette vague de lutte ? Au fil de l'écriture la pelote s'est étoffée et élargie. Bien évidemment en lisant le texte, le lecteur verra quels enseignements l'on tire pour l'autonomie des luttes, l'auto-organisation en comités de lutte et comités de grèves et la généralisation des luttes et par conséquent l'affrontement aux syndicats du fait de leur vision corporatiste et localiste.

Ce qui nous importe de souligner ici c'est de préciser qu'il y a des périodes favorables aux luttes ouvrières. On le comprend nettement quand, de luttes revendicatives, les luttes passent à des luttes offensives, c'est ce qui s'est passé dans les « années sauvages »⁵².

⁵² La bourgeoisie et ses économistes ont des termes caractérisant des périodes historiques ; comme « les années folles », « les trente glorieuses », de la même façon le mouvement ouvrier devrait pouvoir caractériser les temps forts et les phases de combativité de la classe ouvrière.

Depuis lors nous avons franchi une période de régression sociale avec l'offensive néo-libérale de la bourgeoisie qui lui a permis, pendant plusieurs années d'augmenter ses profits en transportant ses usines dans des pays « émergents » où les salaires étaient plus bas. Sommes-nous à l'orée d'une nouvelle période où les ouvriers vont reprendre l'offensive face à l'inflation et à la crise généralisée ? L'avenir nous le dira.

Les années 1960 et 1970 possèdent des caractéristiques particulières, du point de vue de la lutte des classes, dans un monde divisé principalement en deux blocs impérialistes, le bloc occidental sous leadership des États-Unis et le « bloc de l'Est » dominé par l'URSS. Pour appréhender l'histoire sociale de la fin du XXème siècle, il faut éviter de se focaliser sur les seuls événements de mai 1968 en France, qui bien qu'étant associés à la plus grande grève générale de l'histoire, ne doivent pas occulter l'important phénomène mondial et international de la reprise de la combativité des travailleurs avec de nombreuses luttes "sauvages", c'est-à-dire en dehors du cadre des syndicats officiels et partis traditionnels, avec des tentatives de prise en main des luttes, dans les grèves et occupations des usines, et dans les manifestations la plupart du temps très violentes avec de quasi émeutes.

1. Le contexte général des années 1960-70

1. 1. Les luttes contre la guerre

A l'échelle internationale s'opère la mobilisation de nouvelles forces, mettant en usage leurs formes propres d'action militante. La toile de fond, pour certains, en fut le Vietnam. C'est certainement vrai pour la grande révolte des universités américaines. Les États-Unis avaient déjà été le théâtre de multiples rassemblements dans la bataille antiraciste pour les droits civiques⁵³, mais la lutte contre la guerre impérialiste est une constante du combat de la classe ouvrière et des internationalistes. Elle prend donc une place politique importante que ce soit dans les faits ou idéologiquement. C'est

⁵³ Le combat de Martin Luther King et de Malcolm X n'est pas notre propos ici ; d'autres s'en sont chargés mieux que nous.

ce cadre de lutte contre la guerre qui est notable - à mettre en valeur - pour les États-Unis en guerre alors que des jeunes travailleurs et des étudiants sont envoyés comme chair à canon au Vietnam. Nombre d'étudiants refusent cette guerre qui n'est pas la leur (désertion de masse au Canada surtout, voire des assassinats ciblés contre des officiers sur le terrain, au Vietnam).

Les premiers bombardements américains, décidés par le président Johnson, ont lieu au Vietnam du Nord en février 1965. Depuis 1963, les forces américaines envoyées au Vietnam du Sud ne cessent de grossir : 185 000 soldats en décembre 1965, 385 000 en décembre 1966, 485 000 en décembre 1967... Dès septembre 1964, des troubles sérieux attirent l'attention sur l'université de Berkeley. Les étudiants font entrer la politique sur le campus contre la volonté de l'administration. Aux côtés des leaders étudiants, on voit la chanteuse Joan Baez encourager le mouvement au son des guitares, puis la formation d'une université libre de Californie. Derrière tous ces événements qui n'étaient pas mesurés à leur juste niveau par les protagonistes étudiants, certains idéalistes pensaient tout simplement à l'émergence « d'un pouvoir étudiant ». En réalité, on assistait au refus de la guerre impérialiste par une génération qui ne se laissait pas enrégimenter, pour une cause qui lui était étrangère. Les étudiants ne manquaient pas de motifs pour s'unir et agir : l'intervention des forces armées de leur pays à Saint-Domingue ; le mouvement antiségrégationniste de Martin Luther King et la révolte des noirs ; enfin et surtout la guerre du Vietnam qui happait chaque année plus de jeunes hommes.

Entre 1964 et 1967, la protestation sur les campus contre la guerre du Vietnam ne cesse de s'amplifier. Le consensus américain est brisé : jamais on avait vu un président être autant détesté par la jeunesse du pays que ne l'était Lyndon Johnson. L'élection au cours de ces années- là de Ronald Reagan au poste de gouverneur de Californie prit le sens d'une contre-offensive décidée de la part du monde des affaires et des nantis contre la jeunesse révoltée de Berkeley et d'ailleurs. Celui qui allait devenir en 1980 président des États-Unis entendait « agir avec fermeté contre le sexe, la drogue et la trahison à Berkeley ».

De Californie et d'Amérique, la mobilisation des jeunes contre la guerre du Vietnam atteignit tous les pays industriels. Partout les jeunes s'ingénierent à conduire des actions

autonomes, refusant de suivre les mots d'ordre trop timorés de l'extrême gauche traditionnelle. En Allemagne fédérale, cossue, paisible et disciplinée, les révolutionnaires du SDS (jeunes socialistes de gauche) s'expriment fortement. A Londres, à Tokyo, à Rome, les étudiants troublent violemment les joyeuses années de la grande croissance. Aux Pays-Bas, on assista à des événements peu banals : en mars 1966, les provos⁵⁴ organisèrent devant les caméras de la télévision le chahut du mariage de la princesse royale Béatrix de Hollande avec un ancien membre de l'armée hitlérienne, Klaus von Amsberg. Un de leurs leaders, Bernhard de Vries, se retrouve, à vingt-six ans et après une campagne mémorable, conseiller municipal d'Amsterdam.

En France, les différents comités Vietnam dont le comité « Vietnam de base » maoïste mènent des actions violentes et hostiles au parti communiste, ces comités regroupèrent bon nombre d'étudiants et de lycéens, plus ou moins teintés de maoïsme et de trotskisme. La révolution « culturelle », lancée par Mao, parut galvaniser les jeunes ici et ailleurs pour ressourcer la révolution. La haine de l'« impérialisme américain », la défiance du communisme soviétique, un rêve maoïste nourri de quelques images et de quelques formules du Grand Timonier, c'est avec ces sentiments et ces chimères qu'une partie de la jeunesse s'enhardit dans la lutte politique, où elle crut trouver la satisfaction morale de servir une grande cause.

Pour d'autres, c'est la figure de Che Guevara avec le slogan : « Un, deux, trois Vietnam, etc. » qui devient à la mode. La protestation anti-impérialiste contre la guerre américaine au Vietnam semble manifester les nouvelles réalités politique : un mouvement international se répand d'université à université, de ville à ville, de pays à pays. Cette cause commune structure la jeunesse en force politique largement indépendante des vieux appareils avec une sensibilisation peu imaginable sans les moyens de communication de masse, informant, avec un luxe d'images sur le déroulement du conflit et sur ses atrocités visibles jusque dans les salles à manger.

54 Groupe de jeunes contestataires et « libertaires » des années 1965-1970, écologiste, antimonarchiste et étant anti-impérialiste utilisant le cycle provocation-répression-mobilisation pour provoquer et éveiller la conscience des gens.

1. 2. La lutte contre l'impérialisme américain⁵⁵ masque la question essentielle : la lutte des classes

Ce qui se passe alors dans le monde de 1963 à 1968 ne laisse pas soupçonner les futures explosions plus spectaculaires comme en « Mai 68 » puis pendant le « mai rampant » en Italie et les Comités ouvriers en Pologne, etc. pour les événements les plus spectaculaires.

Si l'on se rapporte à la France, il y eut déjà, quelques prémices folkloriques dans certains aspects particuliers et spectaculaires notamment à la rentrée universitaire de 1966, où les « situationnistes » de Strasbourg attirent l'attention avec un libelle sur « la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et - notamment - intellectuel ». Ils préconisent « quelques moyens pour y remédier » avec cette plaquette, imprimée et diffusée à des milliers d'exemplaires. Raoul Vaneigem, publie l'année suivante son Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations. On y lit : « La nouvelle vague insurrectionnelle rallie aujourd'hui des jeunes gens qui se sont tenus à l'écart de la politique spécialisée, qu'elle soit de gauche ou de droite, ou qui y sont passés rapidement, le temps d'une erreur de jugement ou d'une ignorance excusable. » L'objectif, c'est désormais « la révolution de la vie quotidienne [qui] sera la révolution de ceux qui, retrouvant avec plus ou moins d'aisance les germes de réalisation totale conservés, contrariés, dissimulés dans les idéologies de tout genre, auront aussitôt cessé d'être mystifiés et mystificateurs ».

Toujours pour la France, le mouvement situationniste étant remis à sa place : anecdotique, il embarque toutefois avec lui les graines disséminées plus profondément et sérieusement, depuis quelques années, par différents groupes de la Gauche communiste⁵⁶ notamment Informations et Correspondances Ouvrières (ICO), les Cahiers de discussion pour le socialisme de conseils, le Groupe pour le pouvoir des travailleurs (GLAT), Pouvoir ouvrier, La Vieille Taupe (première manière). Ces graines plus sérieuses et révolutionnaires

devaient germer car ce sont les seuls groupes politiques qui défendaient depuis plus de 40 ans que les pays de l'Est et l'URSS étaient des pays capitalistes et que les ouvriers partout dans le monde, pour vaincre, ne devaient compter que sur leurs propres forces. Rétrospectivement, on constate qu'ils collaient parfaitement avec les réactions des ouvriers et les grèves sauvages organisées le plus souvent contre les partis de gauche, staliniens compris et les syndicats habitués à collaborer avec les pouvoirs capitalistes en place.

Dans ce bouillonnement, le mouvement situationniste qui faisait de larges emprunts à la Gauche communiste, a su se mettre spectaculairement sur le devant de la scène ; dès lors il a bénéficié d'une certaine popularité dans le milieu étudiant en étant porteur d'une idéologie plus radicale. Il a apporté une critique sociale qui va à la racine de l'évolution du monde de la consommation ; Le Traité de savoir-vivre pose surtout la question d'une nouvelle société en adéquation avec le mouvement étudiant.

C'est pourquoi, il ne faudrait pas dénigrer le mouvement étudiant qui submerge tous les pays et toutes les universités. Il exprime bien une composante dans la volonté de changement du mouvement général de la société. Si la clé de la situation réside dans l'évolution de la lutte de la classe ouvrière, les occupations d'universités par les étudiants ont été une des allumettes qui a permis de révéler les tares et les limites du capitalisme. C'est toute une société et toutes les classes sociales confondues qui se mettent à bouillonner. Il est souvent difficile de séparer toutes les composantes sociales comme ce fut le cas dans les années 60. Ida Mett⁵⁷ disait en 68 à René Lefevre⁵⁸, que les débats fiévreux qui se déroulaient dans les amphithéâtres à la Sorbonne où ailleurs lui « faisaient penser aux débats qui se déroulaient à Cronstadt en 1917 et 1921 »⁵⁹. Et c'est bien cela qui a été particulier à l'époque, l'on pouvait assister dans des amphithéâtres bondés à des discussions sur l'organisation de la société future autour des conseils ouvriers. C'était parfaitement incroyable.

⁵⁵ Pour grand nombre de jeunes, l'impérialisme russe n'est pas en cause. Il n'y aurait qu'un seul et grand impérialisme. Ils ne comprennent pas que le Vietnam est l'enjeu d'une guerre entre les deux grands blocs impérialistes.

⁵⁶ Quand nous citons des groupes politiques dans ce texte, il n'est pas question de décrire leurs différences, ce qui nous entraînerait trop loin. Il nous importe uniquement de décrire, ici, l'ambiance générale.

⁵⁷ Ida Mett (1901-1973), syndicaliste et libertaire née en Russie, signataire avec Piotr Archinov de la Plate-forme organisationnelle (1926).

⁵⁸ René Lefevre (1902-1988), éditeur et animateur de la revue puis des cahiers *Spartacus*.

⁵⁹ Témoignage de René Lefevre à Michel Roger en 1978. Cette comparaison est très exagérée mais l'on comprend l'idée.

2. Des luttes sauvages partout dans le monde, Est et Ouest confondus

En principe, il est toujours fait référence par les historiens mainstream des luttes ouvrières principalement en occident. En réalité, la situation est totalement identique dans le bloc de l'Est par rapport aux luttes du fait de l'évolution de la crise économique capitaliste. Nous n'avions, en 1968, aucune connaissance ni conscience de ces luttes ouvrières à part quelques bruits ici ou là⁶⁰. Or les mêmes problèmes avec, bien évidemment, des caractéristiques propres, ont émergé dans les deux camps impérialistes. Les soi-disant « Trente glorieuses » prenaient fin aussi à l'Est.

Pour les « experts » de la bourgeoisie, tout s'explique par la psychologie des peuples. Il serait maintenant largement temps, pour les boomers de penser à profiter des bienfaits de la « Nouvelle société »⁶¹ ou de la consommation de masse. Fadaises de politologues bourgeois que tout cela ! L'on pourrait accepter certains aspects de ses explications mais elles restent des généralités insuffisantes pour comprendre les luttes. Si l'on en reste là, de toute façon ces progrès et les « bienfaits » de la société de consommation ne profitent qu'à certains. Les ouvriers doivent continuer à trimmer et encore plus ; ils vont devoir s'endetter pour survivre. Dans les décennies suivantes, ils vont se rendre compte que l'endettement sera la corde au cou et, bien vite, elle ralentira leurs ardeurs et possibilité à faire grève. Le retournement des ouvriers à la fin des années sauvages sera l'amorce d'une nouvelle période de la lutte des classes où la bourgeoisie est à l'offensive. La bourgeoisie profite du surendettement et de la peur de se retrouver à la rue pour nombre de prolétaires. Il se surajoute la démobilisation et la démoralisation pour ceux qui croyaient qu'un monde nouveau pouvait survenir alors qu'il restait une absence de victoires tangibles après la lutte.

Pour l'heure revenons aux années 60-70. Un œil avisé comprend vite que l'on se trouve alors dans une période sociale où la classe ouvrière

est à l'offensive. Au lieu de combats défensifs précédents, même s'ils pouvaient être violents, les travailleurs des branches les plus avancées entreprennent des luttes réellement offensives pour l'augmentation des salaires et contre les conditions de travail qui leur sont imposées.

Qu'entendons-nous par lutte offensive et lutte défensive ? Les conflits sociaux n'ont pas toujours la même nature. Dans ces années que nous examinons, les luttes prirent un caractère offensif car elles visaient des augmentations de salaires ou des améliorations des conditions de vie et de travail. Depuis lors, elles ont un aspect d'abord défensif, c'est-à-dire pour le maintien des acquis sociaux comme les allocation chômage, les minima sociaux, la réforme des retraites, ou contre les fermetures d'usine. Peut-on parler d'un renouveau des luttes offensives, tout récemment avec des luttes pour l'augmentation des salaires du fait des conditions favorables que rencontrent les salariés ? Certaines entreprises manquent de bras, c'est le sens de la vague de grève aux États-Unis en octobre 2021 qui a gagné le nom de « Striketober ».

Par leur nature, les luttes des années 60-70 acquièrent une valeur générale pour la classe ouvrière tout entière. Celle-ci, en luttant de façon offensive, entreprend une certaine critique du capitalisme et rompt le cercle vicieux des années de sueur⁶² et de pénurie d'après-guerre qui n'ont été les « Trente glorieuses »⁶³ que pour le capital. Les structures sociales, politiques et économiques imposées dans les années cinquante se trouvent en butte à la multiplication de combats autonomes ce qui aboutissait également à un affrontement contre le carcan syndical que la bourgeoisie avait mis plusieurs décennies à organiser et pérenniser après la guerre.

2.1. Dans le bloc de l'Est, 2.1.1. En URSS

a) Le contexte : le « dégel »

Après la mort de Staline en 1953, Khrouchtchev, premier secrétaire du PCUS dénonce Staline dans le « discours secret » du

⁶⁰ Certes, il y eut de Karol Modzelewski et Jacek Kuron « la Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais ». Supplément à *Quatrième Internationale*, n° 32, Mars 1968. A cette époque, peu d'informations filtraient en provenance de l'Est. Les médias qui en parlaient le plus étaient très anti-communistes.

⁶¹ Le 16 septembre 1969, Jacques Chaban Delmas, premier ministre de droite, prononce à la tribune de l'Assemblée nationale un discours historique au cours duquel il esquissait son projet pour une « nouvelle société ».

⁶² « Produire, encore produire, c'est votre devoir de classe », lance Maurice Thorez, ministre communiste, le 21 juillet 1945.

⁶³ L'expression a été inventée par l'économiste français Jean Fourastié (1907-1990) dans son livre *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*. En fait il s'est agi d'une période où l'économie a cru très fortement dans cette période de reconstruction d'après-guerre.

20e Congrès du Parti communiste. Il évince la fraction des staliniens la plus dure et conservatrice pendant sa lutte pour le pouvoir. La période qui va du milieu des années cinquante au milieu des années soixante est appelée « dégel ». Il a initié une transformation irréversible de toute la société soviétique en l'ouvrant à des réformes économiques et au commerce international, à des contacts éducatifs et culturels, aux films étrangers, aux expositions d'art, à la musique populaire, aux danses et de nouvelles modes, ainsi qu'à une implication massive dans les compétitions sportives internationales.

Ces mises à jour politiques et culturelles ont eu une influence considérable sur la conscience publique de plusieurs générations de personnes.

Il était temps de penser aux réformes, déjà le feu couvait : il y eut la révolte en Géorgie en 1956, puis en Hongrie la même année. La révolte de Tbilissi est peu connue car elle a été occultée par les révolutions polonaise et hongroise d'octobre-novembre 1956. Le 7 mars 1956, à Tbilissi, une série de rassemblements spontanés pour marquer le troisième anniversaire de la mort de Staline a rapidement évolué en une manifestation de masse incontrôlable et des revendications politiques telles que le changement du gouvernement central à Moscou et des appels à l'indépendance de la Géorgie sont apparus, menant à l'intervention de l'armée soviétique et à une effusion de sang dans les rues⁶⁴.

Khrouchtchev voulait surtout réformer l'URSS pour répondre aux difficultés économiques. La réforme de l'infrastructure industrielle soviétique a déjà conduit à des affrontements avec les gestionnaires de la plupart des branches de l'économie soviétique. Khrouchtchev voulait affaiblir la bureaucratie centrale de l'État (1957) et remplacer le ministère de l'Industrie par des conseils régionaux de l'économie populaire, les *sovmarkhozes*. Ces réformes avaient pour but de réduire la bureaucratie et rendre l'économie plus performante.

En 1956, Khrouchtchev a introduit le concept de salaire minimum mais la plupart de la population était encore sous-payée. La prochaine étape devait être une réforme

64 Le 8 juin 1956 les « troupes russes reçurent l'ordre de sortir de leurs cantonnements, et des chars se lancèrent à l'assaut des barricades élevées par les manifestants. Six cents d'entre eux furent massacrés ». *Le Monde*, 12 avril 1960. L'information a filtré 4 ans plus tard !

financière. Il a dû s'arrêter avant la véritable réforme monétaire, lorsqu'il a ordonné le remplacement de la vieille monnaie portant des portraits de Staline. La réforme s'est soldée uniquement par une simple re-dénomination du rouble en 1961.

Les transformations de Khrouchtchev réussies ou ratées, ont cependant transformé profondément l'URSS aussi bien au niveau social, économique que culturel.

Les réformes de Khrouchtchev permirent d'aller vers une relance de la production de biens de consommation et de l'agriculture : la situation des soviétiques s'améliore un petit peu. Il a déclaré : « Nous produisons une quantité toujours croissante de toutes sortes de biens de consommation ; tout de même, nous ne devons pas forcer le rythme de manière déraisonnable en ce qui concerne la baisse des prix. Nous ne voulons pas baisser les prix à un point tel qu'il y aurait des files d'attente et un marché noir »⁶⁵

b) Les faits

Les luttes ouvrières dans le bloc soviétique méritent d'être largement relatées, c'est pourquoi, nous laissons aller notre plume.

1956 : Au cours du « dégel » de 1956, il y eut de nombreux meetings houleux en rapport avec le vingtième Congrès du Parti. Meetings au cours desquels des membres du Politburo (qui s'appelaient alors Présidium) furent hués comme représentants des « nouveaux riches »⁶⁶. A l'automne 1959 (3-5 octobre), le mécontentement se développe lorsqu'on annonce des réductions de salaires ajoutées aux pénuries alimentaires durables. Il prit des formes violentes dans plusieurs régions. Les émeutes du complexe sidérurgique de Ternitau au Kazakhstan sont connues⁶⁷.

1960 : Selon des sources à Moscou, des manifestations semblables eurent lieu à Kemerovo, centre du bassin industriel sibérien

65 Reid, Susan, « La guerre froide dans la cuisine : le genre et la déstalinisation du goût des consommateurs en Union soviétique sous Khrouchtchev ». *Slavic Review* 61, numéro 2 (2002), p. 237.

66 Robert Conquest, (éd.), *Industrial workers in the USSR*, Londres, 1971, p. 11.

67 On trouve un compte rendu détaillé des émeutes dans l'ouvrage de John Kolasky, *Two years in Soviet Union*, Toronto, 1972, p. 190-191. Kolasky écrit : « Lorsque commença la construction de l'usine, on amena de jeunes travailleurs, principalement de l'ouest du pays et en tout premier lieu d'Ukraine, de Biélorussie et de Moldavie. Mais il n'y avait rien pour les loger et on les mit dans des tentes. Rapidement le

du Kousbas, au début de janvier 1960⁶⁸. A nouveau en 1961, la protestation de la classe ouvrière éclata, cette fois en réponse aux réformes monétaires de Khrouchtchev⁶⁹.

1962 : L'explosion de mécontentement ouvrier la plus importante et la plus étendue eut lieu en 1962. Rien d'aussi important ne s'est produit depuis lors. Le 1er juin 1962, l'annonce d'augmentations de prix pour la viande, les produits laitiers et de première nécessité fut accueillie dans toute l'Union soviétique par des manifestations massives dans l'enceinte des usines, des manifestations de rue et des

mécontentement se développa sur un certain nombre de problèmes de base : les salaires étaient beaucoup plus bas que ceux promis lorsqu'on les avait recrutés, et plus bas que ceux versés aux brigades de Komsomols étrangers, par exemple Allemands de l'Est et Polonais ; il y avait une grande pénurie de produits de première nécessité, à la fois d'habits et de nourriture ; l'eau potable manquait ; les étés connaissaient une chaleur intense et de terribles tempêtes de sable ... Le manque de nourriture provoqua un mouvement de protestation massif et violent en septembre 1959. Un groupe de jeunes saccagea un petit stand de vente. Très vite des milliers d'autres commencèrent à démolir les magasins, à allumer des feux et à piller les entrepôts. Quand la milice fut appelée, les émeutiers la mirent en déroute, marchèrent sur le commissariat, s'emparèrent du chef de police et le pendirent. Le directeur du chantier de construction, qui était très haï pour son indifférence envers le sort des ouvriers, fut également tué ... Pour maîtriser les émeutiers, on fit venir l'Armée. Il en résulta le massacre d'au moins plusieurs centaines de jeunes gens, dont beaucoup étaient membres des Komsomols, et l'arrestation d'un grand nombre d'autres, dont certains furent par la suite condamnés à mort ». Un compte rendu légèrement différent de ces émeutes se trouve dans l'introduction de George Saunder au *Samizdat : Voices of the Soviet Opposition*, New York, 1974, p. 32. Il donne des précisions sur la durée des émeutes. Elles commencèrent le 3 octobre et prirent fin le 5 octobre au soir quand de nouveaux renforts - des détachements spéciaux de police de sécurité - écrasèrent la révolte, après avoir encerclé la ville.

68 M. Tatu, *Power in the Kremlin*, Londres, 1969, p. 115.

69 Vladimir Azbel, un émigré soviétique, écrivant dans « Two years in Siberia » (*Research Bulletin*, Radio Liberty, Munich, 28 août 1974, p. 7) a parlé d'un meeting de travailleurs de Rostov-sur-le-Don dans un kolkhoze sibérien reculé qui appela à une grève pour protester contre les réformes monétaires. Un des amis d'Azbel, organisateur de cette grève, fut condamné à 10 ans de prison et à sa sortie en 1972, il est assigné à résidence dans ce village. Tatu, *Power in the Kremlin*, Londres, 1969, p. 115.

émeutes importantes se produisirent dans les entreprises, dans les rues et dans plusieurs villes. On a la preuve de tels événements pour les villes de Novotcherkassk, Grozny, Krasnodar, Donetsk, Iaroslav, Jdanov, Gorki, Alexandrov, Mourom, Nijny Tagil, Odessa, Kouïbychev, Timmerman et même Moscou où l'on rapporte qu'un meeting de masse se tint à l'usine d'automobiles Moskvich⁷⁰.

C'est dans le Donbass et en particulier dans la ville de Novotcherkassk, que les luttes de 1962 (1er juin à l'atelier des forges et à la fonderie de l'usine) prirent leur forme la plus aiguë. Le trait caractéristique de l'émeute est la vitesse avec laquelle elle engloba toute la classe ouvrière. Le second trait de ces événements fut le rôle joué par les femmes. En Union soviétique, les femmes ont presque toutes un emploi, mais à des postes mal payés, et perçoivent en moyenne la moitié du salaire des hommes. Ce sont les femmes qui supportent l'écrasant fardeau des tâches domestiques, ce sont elles qui font la queue dans les magasins et elles sont parmi les premières à réagir aux restrictions et à l'augmentation des prix. Le troisième trait important fut la participation active des étudiants et de la jeunesse. A Novotcherkassk, 16 000 jeunes gens vivaient dans des dortoirs municipaux, dans des conditions épouvantables⁷¹. Ce sont eux qui, avec les femmes, prirent des initiatives dans le centre de la ville. Le quatrième trait des événements de Novotcherkassk fut leur degré de violence. Là, les autorités ne firent pas de concessions et firent sortir la milice (force du maintien de l'ordre). Enfin, les émeutes de Novotcherkassk montrèrent que dans une certaine mesure le pouvoir ne pouvait se fier, ni à la police locale, ni aux troupes cantonnées dans la ville. Pour écraser les émeutiers, il fallut faire venir des troupes de sécurité spéciales.

A partir de la fin 1969 et début 1970, il y eut une augmentation notable du nombre de grèves et depuis lors les grèves se sont régulièrement succédé jusqu'en 1974. Entre la chute de Khrouchtchev et la fin 1969, on ne connaît qu'une seule grève significative. Elle eut lieu en

70 *Problems of Communism*, n° 1, 1964, p. 36 et Syndicalisme et libertés en Union soviétique, Maspero, 1979, pp. 120 et 121. Le paragraphe qui suit est aussi emprunté à la revue.

71 Tatu, *op. cit.* La présence d'étudiants et de jeunes fournit au régime une explication commode bien que pas très originale, aux événements de Novotcherkassk - « hooliganisme juvénile ». C'est ainsi que le journal local de Novotcherkassk, *Znamya Kommuny*, fit allusion de manière détournée aux événements, après plusieurs semaines de silence total.

1967, lorsque des milliers de travailleurs de l'usine de tracteurs de Kharkov (Karkiv, maintenant) cessèrent le travail. Cette absence apparente de grèves entre 1964 et 1969-70, peut s'expliquer par la politique salariale de la direction Brejnev- Kossyguine. Pendant leurs cinq premières années au pouvoir, ils recherchaient la popularité et furent beaucoup plus généreux pour les ouvriers en ce qui concerne les salaires.

Mais à partir de 1969, un net effort fut fait par le pouvoir pour ramener les augmentations de salaires au modeste niveau de la période khrouchtchévienne. Les troubles les plus importants de cette période se produisirent à Dniepropetrovsk (Dnipro aujourd'hui) et à Dniprodzerjinsk (Dniprodzerjinsk) situées dans la zone des industries lourdes au sud de l'Ukraine. En septembre 1972, à Dnipropetrovsk, des milliers de travailleurs se mirent en grève pour des augmentations de salaires et une amélioration générale du niveau de vie. La grève engloba plus d'une usine, et fut réprimée au prix de nombreux morts et blessés. Néanmoins, un mois plus tard, en octobre 1972, des émeutes éclatèrent dans la même ville pour un meilleur approvisionnement, de meilleures conditions de vie, et le droit de choisir un métier au lieu de se le voir imposer⁷².

b) les caractéristiques des luttes

- **Des luttes plus dures à la périphérie de l'empire (URSS).** Le contrôle policier et social propre à l'Union soviétique a des conséquences importantes. Un des traits les plus remarquables des grèves en URSS est qu'elles ont tendance à se produire plus fréquemment à la périphérie - c'est-à-dire dans des zones éloignées de la région centrale Moscou-Leningrad (Petrograd). Un second trait est que les grèves qui se produisent dans la périphérie ont tendance à être beaucoup plus violentes. Pourquoi sont-elles plus nombreuses à la périphérie ? Les régions périphériques sont moins infiltrées par la police secrète (le KGB) et aussi en partie parce qu'elles sont plus difficiles à noyauter. Les luttes ouvrières spontanées peuvent donc se donner beaucoup plus libre cours dans les zones périphériques.

- **Les réactions de la classe dominante.** En revanche, quand une grève éclate dans une usine politiquement stratégique, le régime accueille les revendications des travailleurs avec un grand empressement pour résoudre le problème. Et, si des concessions rapides

n'arrivent pas à stopper la grève, alors la répression est prompte et brutale. En 1973, une grève qui a eu lieu à Kiev (Kyiv), troisième ville d'Union Soviétique, est un bon exemple connu de la souplesse du régime confronté à une grève dans une usine politiquement stratégique. En mai, des milliers de travailleurs de l'usine de machines-outils située sur la route très passante de Brest-Litovsk, « se mirent en grève à 11 h du matin pour une augmentation de salaire⁷³. Le directeur de l'usine téléphona immédiatement au comité central du Parti communiste d'Ukraine (P.C.U.). A midi un membre du Politburo du P.C.U. arrivait à l'usine pour apprécier la situation. Il rencontrait une délégation de travailleurs, et promettait immédiatement de satisfaire leurs revendications. A 3 heures de l'après-midi, les travailleurs étaient informés que leurs salaires allaient être augmenté et que la plupart des hauts administrateurs de l'entreprise étaient limogés. » (Il est important de noter que selon l'article, la population locale attribue le succès de la grève à son caractère organisé, et à la crainte du régime de la voir dégénérer en un « Szczecin ukrainien »⁷⁴. Il est donc clair que les grèves sur les salaires sont victorieuses que si elles touchent des centres stratégiques importants.

En revanche, la plupart du temps la réaction de la bourgeoisie soviétique est brutale. Léonid Pliouchtch décrit l'émeute de Prilouki (dans le rayon de Prylouky), ville de 100 000 habitants de Tchernigov (Tchernihiv) en Ukraine. « La police avait arrêté un ouvrier d'une usine de Prilouki et l'avait battu à mort. Les ouvriers vinrent à son enterrement. Lorsque la procession passa devant le poste de police où l'assassinat avait eu lieu quelques femmes crièrent "A bas les SS soviétiques !". La foule se précipita sur le bâtiment qui fut dévasté et les policiers lynchés. Les ouvriers des autres usines étaient venus à la rescousse. Une brigade de l'armée fut envoyée sur place, mais les ouvriers la repoussèrent. Ils envoyèrent une lettre au comité central du parti réclamant l'amnistie pour le lynchage des policiers, la

⁷³ *Suchasnist*, 12, 1973, p. 119 (Munich). L'éditeur était Ivan Koshelivets, (émigrant).

⁷⁴ Émeutes de la Baltique polonaise en décembre 1970 puis 1971 contre la hausse des prix dans les villes côtières de Gdansk, Gdynia, Elbląg et Szczecin. Mais en liaison avec des grèves qui sont censées avoir eu lieu à Kaliningrad, Lvov et dans quelques villes de Biélorussie. La seule source à ce sujet est le Hsinhua Press Service, Pékin, 8 janvier 1974. Si cela était exact l'on comprend combien ces grèves étaient dangereuses pour le régime et devaient signer sa mort quelques années plus tard.

⁷² *Rouge*, 8 juin 1973, Paris.

libération de cinq ouvriers arrêtés et la révocation de tous les fonctionnaires locaux du parti et des soviets. Ils avertirent que si l'armée était envoyée, ils mettraient le feu au pipe-line qui traverse la ville. Peu de temps après, un général arriva de Moscou et promit de satisfaire les revendications. Il prévient simplement que le gouvernement ne pouvait admettre le lynchage des policiers et que les meurtriers seraient punis par la justice. Ce qui arriva par la suite, je l'ignore »⁷⁵

Ces exemples sont fort rares. La répression des grévistes est en général plus féroce comme celle qui s'est abattue sur les dockers de Riga qui protestaient contre l'absence totale de viande après les récoltes désastreuses de 1975. Quatre dockers ont été condamnés par la cour suprême. Ils furent condamnés à 3 ans et détenus dans des camps avec des criminels de droit commun.

Reprenons la lutte de Novotcherkassk que nous avons laissée ci-dessus. Le 2 juin 1962, lorsque les manifestants arrivent sur la grande place, la route était bloquée par une unité d'infanterie et de chars. Il y a un long face à face puis les armes automatiques crépitaient sur la foule des hommes, des femmes et des enfants. Le long silence du début provenait du fait que la garnison locale a refusé de tirer sur des gens désarmés. Puis Novotcherkassk est encerclée par l'armée. Personne ne peut entrer dans la ville. On perquisitionne et arrête dans la ville ! On évacue les morts et les blessés. A l'un des procès, neuf hommes sont condamnés à mort et deux femmes à quinze ans de prison chacune. L'on n'aurait jamais rien su si Soljenitsyne⁷⁶ n'avait pas rassemblé les informations. Nous ne savons toujours pas combien de gens sont morts⁷⁷. Combien de blessés meurent ou sont achevés ? Combien sont exécutés après le procès ? Cela reste encore un secret.

Depuis 1965, et surtout depuis 1967, un grand nombre de nouveaux organismes ont été mis en place pour renforcer la police et les agents spéciaux. Le pouvoir de la police est élargi, le nombre de policiers grandement augmenté et des officiers professionnels de sécurité, des commissariats de police de nuit et des unités de police motorisées mis en place. Depuis 1965, et surtout depuis 1969, une série de nouvelles lois est sortie pour « renforcer l'ordre

75 Interview de Leonid Pliouchtch à la revue *Divaloh*, Toronto, 1976.

76 *L'Archipel du Goulag*.

77 Au moins 700 morts d'après certains compte rendus in *Syndicalisme et libertés en Union soviétique*, Maspero, 1979, p. 129.

social dans tous les domaines de la loi ». Des lois telles que celles sorties en juillet 1969 qui insistent sur la répression des délinquants politiques dangereux, des émeutes de masse et du meurtre de policiers⁷⁸.

- **La maturité des travailleurs.** Il est notable que tout mouvement d'une certaine maturité se caractérise par la massivité et l'auto-organisation. Ce deuxième phénomène d'auto-organisation est plus facile à mettre en place dès le début de la lutte car les syndicats soviétiques sont, déjà et plus clairement qu'en occident, déconsidérés et surtout identifiés à des auxiliaires du pouvoir. Par exemple pour la grève de Novotcherkassk, la grève a englobé toute la région. « Un compte rendu évoque même l'existence d'un comité régional de grève qui coordonnait les actions »⁷⁹ Et même, les travailleurs, du Donbass estimaient que les manifestations avaient échoué parce qu'elles n'avaient pas été « coordonnées avec les comités de grève de Rostov-sur-le-Don, Lougalane, Taganrog et d'autres villes ». En creux cela prouve deux choses : l'existence de comités de grève, de coordinations et que la question de la généralisation des luttes se posait.

Le conflit le plus fameux porte sur des réclamations pour les logements des ouvriers de la station hydro-électrique de Vychgorod (proche de Kyiv) à la mi-mai 1969. Les travailleurs acquièrent un haut niveau d'organisation. La lutte regroupait la totalité des ouvriers. La manifestation avait des banderoles et l'une d'entre elles réclamait « Tout le pouvoir aux soviets ». Ce slogan ne rappelle-t-il pas quelque chose ?

Une délégation fut envoyée à Moscou pour porter une pétition. Comme certains pétitionnaires, le responsable de la délégation fut arrêté et disparut.

2 - En Pologne

Le 28 juin 1956, l'explosion de Poznan met au premier plan les ouvriers polonais. La répression est sanglante et brutale. Les staliniens arrivent à canaliser le mouvement. En octobre 56 Gomulka revient au pouvoir, il met en place des réformes : la création et la légalisation des « Conseils ouvriers » surgis spontanément par la lutte, puis la réforme des syndicats. Des réformes, il résultera un accroissement du niveau de vie. Mais l'accélération du rythme de l'industrialisation ne pouvait qu'accentuer les conflits qui ont abouti à l'insurrection de 1956.

78 *Vedomosti Verhovnovo Sovieta CCCP*. 16 juillet 1969, Moscou. (*Bulletin du soviet suprême*).

79 *Syndicalisme et libertés en Union soviétique*, Maspero, 1979, p. 121.

Nous contacter

Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org/fr

Lisez, partagez nos publications :
facebook @Groupe Révolutionnaire Internationaliste – TCI
instagram [gri.leftcom](https://www.instagram.com/gri.leftcom)
X @GRI_TCI

Nous écrire : fr@leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI

Partito Comunista Internazionale (Italie) :

info@leftcom.org

Battaglia Comunista

CP 1753

20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :

uk@leftcom.org

CWO

BM CWO

WC1M 3XX LONDON

Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) :

de@leftcom.org

GIK, c/o Rotes Antiquariat

Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (IWG, USA) :

iwg@leftcom.org

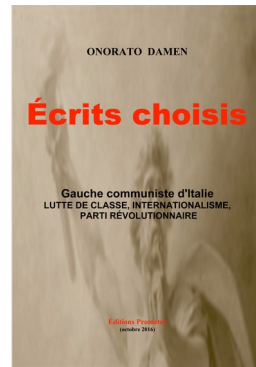
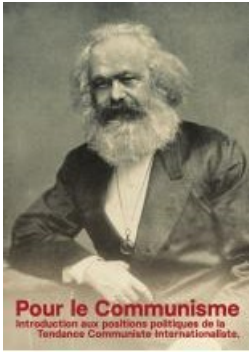
IWG

P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin

WI 53708

Klasbatalo (Canada) :

klasbatalocollective@gmail.com



RÉVOLUTION SOCIALE CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

LE COMBAT DES INTERNATIONALISTES POUR LE CAMP DU PROLÉTARIAT, À L'ÉPREUVE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Bilan & Perspectives – TCI 2022

ISSN 1623-6890

2€

Catalogue de nos publications en français

- Plate-forme de la TCI (3€)
- Destruction de la planète ou communisme ? (4€)
- Pour le Communisme : introduction aux positions politiques de la Tendence Communiste Internationaliste (2€)
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000) (2€)
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI^e Congrès du Partito Comunista Internazionale) (2€)
- Le bordiguisme et la Gauche italienne (2€)
- Approche à la question du parti (2€)
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes (2€)

Série « connaissance du mouvement révolutionnaire »

- *Révolution sociale contre la guerre impérialiste*. Réédition de la brochure de Pierre Lanneret, « Les internationalistes du troisième camp en France pendant la Seconde Guerre mondiale » (2€ plus frais de port)
- *Écrits choisis* d'Onorato Damen (12€ plus 6€ de frais de port)
- Onorato Damen, *Bordiga au delà du mythe. Validité et limites d'une expérience révolutionnaire* Éditions Prometeo (12€ plus 6€ de frais de port)
- *Miasnikov et le Groupe ouvrier du parti communiste russe, 1922-1937*

Brochure du Groupe Révolutionnaire Internationaliste

Destruction de la planète ou communisme ?

Interaction nature - humanité et effondrement capitaliste

Imposture du « capitalisme vert » et du réformisme écologiste

Programme communiste, survie de la planète

Contribution à l'histoire de la Gauche communiste

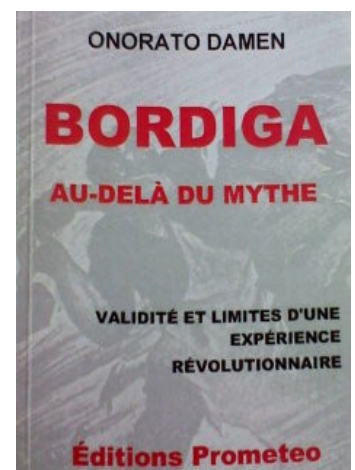
Michel Olivier

Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe 1922 - 1937



G. Miasnikov

Textes à l'appui



imprimerie spéciale

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « *le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous* » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XX^{ème} siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière

les États nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands États impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont *Bilan & Perspectives* est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.